

LE MONDE LIBERTAIRE



N° 1733
du 6 au 12 mars 2014

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« Un anarcho-syndicaliste, c'est un anarchiste qui se donne
les moyens de parvenir au communisme libertaire. » R. P.



**Nos luttes
durent plus
de 24 heures**



M 02137 - 1733 - F: 2,00 €



RETOUR SUR LA MANIF DE NANTES PAGES 3 ET 4



8 mars. Ça y est, nous y sommes. Comme tous les ans (et pour un jour?), on va parler des femmes. De la Journée internationale des femmes? De la Journée internationale des droits des femmes? De la Journée internationale de lutte des femmes pour leurs droits? Subtilités sémantiques pas si innocentes que ça, mais qui englobent des combats toujours d'actualité: contre les violences quotidiennes faites aux femmes à travers le monde; harcèlement sexuel dans la rue, sur les lieux de travail, viols, mariages forcés, prostitution, mutilations génitales, lapidations, crimes «d'honneur», viols d'épuration ethnique comme arme de guerre... Partout, le système patriarcal impose sa loi. Dans notre beau pays de France, n'oublions pas que, chaque année, il y a 400 000 victimes de violences conjugales (déclarées) et qu'une femme meurt tous les deux jours sous les coups d'un conjoint («aveuglé par la passion», comme on dit dans les tribunaux). La lutte contre les violences machistes et le «virilisme» ordinaire n'est pas déconnectée du combat social: inégalités femmes-hommes au travail, exclusion sociale en hausse constante pour les femmes, précarité *idem*, féminisation de la pauvreté... Le féminisme n'est pas une vue de l'esprit, mais un aspect très concret de la lutte des classes. Nos aînées, par exemple les Mujeres Libres (Femmes libres), se démarquaient des suffragettes bourgeoises dont le féminisme s'inscrivait dans le système capitaliste. En ce sens, les militantes de Mujeres Libres se battaient pour leur émancipation dans le cadre d'une société égalitaire et libertaire. Aujourd'hui, dans ce combat toujours d'actualité et qui s'inscrit dans le combat révolutionnaire, merci à celles qui nous ont précédés, à celles qui luttent toujours et encore, et à celles qui nous rejoindront bientôt.

Sommaire

Actualité

- Nantes sous occupation policière**, par Jyhel, page 3
Et les flics visaient et shootaient, par Quentin, page 4
Les nouveaux visages du dédain, par M. Silberstein, page 5
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
Nouvelles des fronts, par Hugues, page 7

Arguments

- Sexe, genre et tubercule génital**, par M. Stoltenberg, page 8
Le sexisme chez les libertaires, par M. Joffrin, page 9

International

- Mon corps m'appartient, j'enregistre**, par R. Pino, page 12
Du côté du bidonville Marikana, par Nomathemba, page 13

Histoire

- Des antiproductivistes écrivent à Hitler**, par P. Pelletier, page 14
Salvador Seguí i Rubinat, par R. Pino & M. Aisa, page 16

À voir, à lire

- Une parabole au scalpel**, par Mato-Topé, page 18
Du droit libertaire, par A. Bernard, page 19

Le mouvement

- En solidarité avec les Roms**, par Romeurope, page 21

Illustrations

Aurelio, Krokaga, Valère

Tarifs

(hors-série inclus)

- | | France et étranger |
|---|--------------------|
| 3 mois, 12 n ^{os} hebdos, 1 n ^o hors série, les gratuits | 25 € |
| 6 mois, 18 n ^{os} hebdos, 2/3 n ^{os} hors série, les gratuits | 50 € |
| 1 an, 35 n ^{os} hebdos, 5/6 n ^{os} hors série, les gratuits | 75 € |

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Nantes sous occupation policière

LA MANIFESTATION était l'une des plus belles que j'ai faites. Des vrais gens vivants, avec beaucoup d'énergie et de joie d'être là. De la musique, des banderoles et pancartes très « personnelles », des danses, chansons, déguisements (les masques de tritons étaient superbes) et même une cabane dans les arbres !

Nous sommes arrivés fatigués après un voyage dans un autocar pas vraiment ordinaire depuis Toulouse. Après avoir pris un petit-déjeuner on est allé visiter le marché du centre-ville, avec nos pancartes qui indiquaient d'où nous venions. Un accueil très sympathique de beaucoup de gens, ce qui nous a tout de suite confirmé dans notre conviction que ce voyage en valait la peine.

Puis, dans la rue, on tombe sur l'arrivée de plusieurs dizaines de tracteurs, remplis d'individus souriants et plus ou moins déguisés. On s'est mis sur le trottoir en brandissant nos pancartes et, là aussi, nous avons senti que c'était important d'être là. D'ailleurs, cela n'a pas cessé tout au long de notre périple : des « merci » chaleureux de dizaines de personnes touchées que nous soyons venus de si loin. Beaucoup nous ont dit qu'ils nous rendraient la pareille, au cas où... Et nous en avons profité, bien sûr, pour leur parler de ce qui nous inquiète le plus : la menace toujours présente de l'exploitation des gaz de schiste, l'hallucinant projet du « Las Vegas » gardois, les « Golfs » de Saint-Hilaire...

Nous avons fait une grande partie de la manif derrière la banderole des Montpelliérains « *Gardarem la Terra* ». Tout au long du cortège, nous avons eu des contacts avec des gens qui ont eux-mêmes des problèmes dans leur région, on en reparlera.

Concernant les « incidents », ils étaient déjà prévisibles étant donné la gigantesque ampleur du déploiement policier, la disproportion des moyens utilisés par les forces dites de « l'ordre » et l'interdiction arbitraire d'emprunter un lieu qui avait été jusque-là un passage habituel des manifestations à Nantes.

Le plus impressionnant fut sans doute l'incendie d'appareils de forage situés sur une place. Mais il faut noter surtout la tentative de plomber l'ambiance par le déploiement de gendarmes mobiles, puissamment harnachés, qui interdisaient l'accès au centre. Dans le ciel, un hélicoptère de la police qui survolait le cortège en permanence, tel une menace latente, ajoutait à un sentiment d'insécurité. À la fin, le bruit de ce bourdon métallique se fit encore plus gênant, au point de rendre très difficile l'audition des prises de parole, là où stationnaient les 500 tracteurs, au terme du trajet.

Au cours de celui-ci, nous avons pu voir la devanture d'un siège de Vinci totalement dévastée, ce qui, je crains de devoir le reconnaître, m'a plutôt mis en joie. Mais nous n'avons pas assisté aux incidents ultérieurs. Il faut dire que la



fatigue de la nuit sans sommeil et de la marche commençait à devenir pesante. À la fin de la manifestation, nous nous sommes réfugiés dans un café, histoire de récupérer. Et c'est en sortant que l'on a vu l'ampleur des dégâts, si l'on peut dire. Car loin d'être « dévasté », comme on l'a entendu dire ensuite sur France Inter, une partie du centre avait en effet subi quelques modifications dont on ne peut pas vraiment dire, à mon sens, qu'elles le desservent. Ces modifications apportées au décor urbain étaient d'ailleurs très ciblées. Ainsi, d'affreuses baraques de métal avaient été transformées en braseros et laissaient échapper flammes et fumée, évoquant irrésistiblement les tableaux de Turner. Quelques façades de banques et d'agence de voyages étaient détruites, ce qui, nonobstant les analyses politiques que l'on pourra faire des conséquences plus ou moins fâcheuses de ce genre d'action, n'est pas non plus un spectacle spécialement désagréable à regarder.

Parfois, un trait d'humour taggé sur ce qui restait de vitrine venait souligner que cette réponse sinon véritablement citoyenne, du moins raisonnablement humaine, à l'agression à la fois morale et esthétique que nous subissons sans broncher de façon quotidienne dans les centres de nos villes, n'était qu'une manière de prendre au mot l'incitation à venir fréquenter ce genre d'endroit. Ainsi, sur la vitrine d'une agence de voyage se côtoyaient ces deux inscriptions : l'officielle prétendant de façon faussement amicale et pompeuse : « *Bienvenue chez nous !* », et celle, sobre et plus sincère, des visiteurs d'un soir, se contentant d'un laconique : « *Nous sommes passés.* » Mais, enfin, lorsque tant de façades affichaient avec autant de vulgarité une passion si violente pour l'argent et la frime, leurs propriétaires ne prennent-ils pas le risque que l'on

vienne en effet, un beau jour, ayant perdu toute patience, leur dire notre irritation ?

Bref, nous avons déduit de toutes ces observations qu'il y avait eu des « casseurs ». Mais que celles et ceux qui n'ont jamais eu envie de lancer dans ces fallacieuses façades vitrées le moindre pavé leur jettent la première grenade assourdissante...

Enfin, parcourant les rues de la ville pour regagner notre surprenant moyen de locomotion, nous avons dû respirer, avec les habitants de cette cité livrée aux caprices des escadrons de gendarmes, un air totalement pollué par les gaz lacrymogènes, lesquels furent répandus avec une absence irresponsable de sens de la mesure.

Manifestement, tout avait été fait pour créer des conditions propres à exciter la juste colère des manifestants et, en soumettant tout le centre à une occupation policière digne de Kiev, à susciter dans la population des sentiments d'exaspération vis-à-vis de ceux-ci.

Mais de ce que j'ai vu et ressenti, je ne crois pas que cette dernière stratégie ait eu les résultats escomptés. Certes, les médias aux ordres ont mis en avant les « dégâts » provoqués par les « casseurs », et de ce point de vue, ces actions que l'on pourrait tout aussi bien considérer comme relevant de la salubrité publique pourraient nuire à la popularité du mouvement. Mais il y avait tant d'énergie et de conviction qui rayonnaient de ce défilé que ce qui restera sera la joie d'avoir été réunis pour une si belle cause, et cette joie est communicative...

Jyhel

Collectif NDDL de Nîmes

Ce texte a été originellement publié sur le site Le Silence qui parle (lesilencequiparle.unblog.fr).

« Les flics les visaient, les suivaient et shootaient... »

Retranscription du témoignage de Quentin, gravement blessé le 22 février à Nantes

Quentin: Ça a démarré vraiment quand on s'est retrouvé vers Commerce, au moment où on devait remonter normalement le cours des Cinquante-Otages, ce qui était censé être le parcours de la manif. Là, il y avait des cars de CRS et des barrières qui bloquaient tout. Nous, quand on est arrivés, direct on s'est fait gazer. Il y a eu tout de suite des gaz lacrymo qui ont été jetés sur les gamins, sur tous les gens qui étaient là.

Question: C'était la manifestation paisible, normale ?

Quentin: C'était la manifestation paisible, mais il y avait quand même déjà des gens un peu excités déjà avant, depuis le début de la manif. Donc, nous, on est restés un petit peu dans la zone, voir un peu ce qui se passait, et puis, après, sur les conseils des organisateurs et tout, on a continué à marcher, à aller vers le point de ralliement, l'endroit où c'était fini, pour qu'il y ait un mouvement et que ça s'essouffle un peu.

Après, il y a eu plusieurs salves d'affrontement, des lacrymos qui perpétuellement revenaient, lancés par les flics. Et moi, ce qui m'est arrivé, c'est à la fin, on était vers la place Gloriette, entre Gloriette et l'autre là, là où il y a le café plage, ce rond-point-là en fait, près du CHU justement. Et, nous, on allait pour se replier, on rentrait, les CRS avançaient, eux, avec les camions et tout le truc, et, moi, je reculais avec tout un tas d'autres gens. Je reculais en les regardant pour pas être pris à revers et pouvoir voir les projectiles qui arrivaient. Et là, à un moment, j'ai senti un choc, une grosse explosion et là je me suis retrouvé à terre et, comme ils continuaient à nous gazer, ils continuaient à envoyer des bombes assourdissantes, alors que j'étais au sol, des gens ont essayé de me sortir le plus vite possible, de m'emmener plus loin aussi. Et puis, après, je ne sais pas trop, on m'a mis dans une... les pompiers m'ont emmené quoi.

Question: Et, donc, on dit que tu as reçu une grenade assourdissante qui, au lieu d'être tirée en l'air, a été tirée de façon horizontale, dans ton œil ?

Quentin: Je l'ai prise directement dans le visage. Elle a explosé dans mon visage. Vu ce que ça a fait... Elle a explosé là et c'est comme ça que moi je l'ai ressenti, quoi. Le choc, ça a été un bruit et une douleur extrê-



mement vive sur le coup, puis, bon, moi, je me suis écroulé. C'est vrai que c'était assez violent j'ai trouvé. Il y avait, de la part des manifestants, des gens qui voulaient absolument lancer des trucs sur les CRS, mais les CRS, eux, gazaient n'importe qui. Et ils visaient, au flash-ball, ils étaient cachés, on les voyait viser, suivre des gens qui marchaient ou qui couraient en face pour aller se mettre à l'abri. Ils les visaient, les suivaient et shootaient, quoi. Et ils ne visaient pas les pieds. On a vu la façon dont ils tiraient, c'était très... c'était ciblé.

Question: Et, toi, tu étais là, en manifestant paisible, tu n'étais pas armé, tu n'avais rien dans les mains ?

Quentin: Je n'étais pas armé, je n'avais pas de masque à gaz, je n'avais pas de

lunettes de protection. On était là pour une manifestation familiale, festive, on était là pour faire masse, pour faire du nombre. Et, après, c'est vrai que je suis resté, même s'il y avait les lacrymos, parce que je trouvais ça injuste et qu'il fallait rester. Y avait des gens, y avait des pères de famille, y avait des anciens, y avait un petit peu de tout et voilà, moi je voulais rester aussi avec les gens pour montrer qu'on était là mais sans...

Aujourd'hui, Quentin n'a plus d'œil gauche.

Ce texte a été originellement publié sur le site Le Silence qui parle (lesilencequiparle.unblog.fr).

Les nouveaux visages du dédain d'autrui

LE RACISME redevient une manière de voir autrui véritablement commune. Ses relents s'exhalent de partout, à l'extrême droite, bien entendu, à droite – dont la porosité à ces exhalaisons est patente –, à «gauche», avec notamment le ministre Valls et sa «romophobie». S'en tenir à ce constat serait insuffisant car les visages de ce racisme, de cette xénophobie ont muté; le racisme de la race, à l'ancienne, est trop abrupt pour conserver une prévalence courante et majoritairement partagée (je parle du discours public, celui qui est condamnable, juridiquement et moralement, bien que je n'aie aucun doute sur l'existence massive d'un «état d'esprit» raciste en France). Alors il faut un substitut plus acceptable, un tour de passe-passe permettant de conserver les moyens d'une offensive contre autrui du seul fait qu'il est autre, sans risquer l'accusation encore infamante (pour combien de temps?) de racisme. De l'identité de la race – qu'il faut préserver des mélanges –, on passe à l'identité culturelle – qu'il faut protéger comme on protège un chef-d'œuvre en péril... Cette identité culturelle étant souvent à entendre au sens d'«identité nationale». On a même pu lire récemment cette expression sidérante d'«insécurité culturelle», notion totalement façonnée à des fins électoralistes, proposée par la Gauche populaire, émanation fétide du PS. Ainsi, pour prendre un exemple quasi quotidien, nombre sont ceux qui, plus ou moins benoîtement, plus ou moins allusivement, plus ou moins féroce, parlent de la «culture musulmane» pour en vérité fustiger «lèzarabes», sans qu'une seule seconde il ne soit pourtant question d'une légitime critique d'une religion aussi détestable que toutes les autres, mais bel et bien d'un cryptoracisme. Le musulman est alors subrepticement racialisé, par une procédure certes euphémisante, en lui conférant des «tares culturelles» inexpugnables (comme l'incapacité à se plier au républicanisme), prétendument déterminées par une identité culturelle qui serait à la fois homogène (tous les musulmans pensent identiquement) et monolithique (l'islam est unitaire). Ce n'est alors plus un système religieux qui est rejeté (ce qui serait louable), mais une «culture»¹ – ce qui est au mieux imprécis, au pire répugnant car introduisant l'idée d'un destin fatal, d'une fatalité de naissance, d'une trajectoire indéfectible, enfermant l'Autre dans une identité intangible, fût-elle culturelle (ce qui est donc un paradoxe), pas moins inquiétante que les assignations raciales pratiquées par le racialisme



d'antan. C'est cette manœuvre rhétorique et idéologique que l'anthropologue Régis Meyran et le sociologue Valéry Rasplus analysent dans *Les Pièges de l'identité culturelle*².

Une première partie historique pose les jalons marquant l'essor de l'idée d'identité culturelle, avec ses corollaires qui en ont émergé: le relativisme culturel (un individu d'une culture x ne peut pas comprendre la culture y) et le culturalisme (tous les comportements humains sont d'origine culturelle; la culture – aussi vague que soit ce terme – détermine le tout de l'individu, lequel n'est d'ailleurs pas individualisé mais appartient – à tous les sens du mot – à sa communauté, laquelle est, en quelque sorte, un espace clos et étanche, isolé de l'extérieur. Bien entendu, avec cette «explication», les facteurs causaux inhérents aux hiérarchies sociales et de classes sont évincés). La seconde partie s'intitule «Comment la notion anthropologique de culture est passée en politique française». Les auteurs décrivent un processus au long cours, débutant dans les années 1970, qui voient les idées de ce qui fut alors appelé la «Nouvelle droite» devenir depuis quelques années pleinement présentes dans les discours et attitudes de l'UMP (sans parler bien sûr du FN et des groupuscules identitaires, voire de la frange déblatérante du PS, dont il est question de manière assez détaillée vers la fin du livre), avec comme moment déclencheur le fameux discours de Dakar de 2007 dans lequel Nicolas Sarkozy, alors président de la République, évoque un prototype, voire un archétype, celui de «l'homme africain», une entité culturelle hermétique et figée. Personnellement, il me semble que «culture», «ethnie», «civilisation», «commu-

nauté» (tous ces vocables étant liés) sont des mots indéfinissables non pas à cause de la pléthore de significations qu'on peut leur assigner, mais parce qu'ils n'ont pas de significations stables dûment assignables: il n'existe rien de tel que «culture», «ethnie», «civilisation», «communauté» hormis dans la construction plus ou moins fantasmatique que chaque corpus idéologique élabore; ce qui implique, de mon point de vue, que l'usage de ces termes doit être perpétuellement critiqué et questionné selon une démarche sceptique inexorable. Bien entendu, ces termes encombrant tellement les étagères mentales de tout un chacun que ce vœu peut sembler vain et dérisoire, mais, pour emboîter le pas au philosophe Ludwig Wittgenstein, nous devons sans cesse éprouver – aux deux sens du terme – les limites du langage.

Marc Silberstein

Groupe libertaire Louise-Michel

1. Par ce mot ambigu de culture, on désigne un agglomérat de sens dont la seule liste devrait suffire à susciter la méfiance: «la communauté, l'esprit du peuple, le caractère national», Régis Meyran & Valéry Rasplus, *Les Pièges de l'identité culturelle*, Berg International, 2014, p. 28.

2. Régis Meyran & Valéry Rasplus, *Les Pièges de l'identité culturelle*, op. cit., 126 pages, 16 euros. («Petits» bémols: pourquoi ce livre n'a-t-il pas été édité, au sens vrai du terme? Sa lecture en est souvent pénible à cause de cela... Par ailleurs, on aurait aimé moins de notes bibliographiques, vraiment surabondantes, et à la place, dans la seconde partie, des analyses plus développées.)

Brèves de combat

L'Ouganda toujours profondément homophobe

Malgré les tentatives de dissuasion des gouvernements occidentaux, des défenseurs des droits de l'homme et des associations LGBT, le président ougandais, Yoweri Museveni, a promulgué une loi durcissant la répression de l'homosexualité. Les relations homosexuelles sont déjà passibles de prison à vie en Ouganda, mais cette législation, adoptée à une écrasante majorité le 20 décembre par le Parlement, interdit notamment toute « promotion » de l'homosexualité et rend obligatoire la dénonciation de quiconque s'affichant homosexuel...

Belle présence libertaire à la manif de Nantes

Beaucoup de camarades de la Fédération anarchiste étaient venus de la France entière pour soutenir une belle manif, avec du soleil et plusieurs milliers de manifestants, beaucoup de tracteurs. Des affrontements ont eu lieu en fin de journée à cause de la préfecture qui a changé le parcours au dernier moment, voulant ainsi imposer le sien et interdisant certaines rues. Résultat des courses : plusieurs salves d'affrontement, tandis que les flics lançaient des lacrymos. Ces brutes décérébrées ont fait quatre blessés graves, et un manifestant a perdu son œil gauche.

Météo syndicale

IL Y A « QUELQUE TEMPS », on pourrait dire dernièrement, quatre militants de l'union locale CGT du Havre ont comparu devant le tribunal de grande instance pour « dégradations, recel, violences » au court de conflits sociaux, la justice a même parlé de « débordements »¹. Diable, des syndicalistes auraient pris au pied de la lettre le sabotage tous azimuts prôné au début du siècle dernier par la CGT et Émile Pouget ou des camarades un peu éméchés ont voulu faire des répétitions pour le grand soir ? Que nenni, des affiches collées sur des permanences d'élus politiques divers, une plaque nominative dévissée (et restituée quelques jours après) ; de l'avis général, des manifestations que l'on nomme, dans le jargon, « bon enfant » pour qualifier l'ambiance.

Mais l'œil de la justice a souvent des idées derrière la tête ! De façon rampante ou déclarée, il y en a une qu'ils (et elles ?) voudraient mettre dans la tête des « bonnes gens » : tout ce qui se passe dans la rue, sur la voie publique, doit être assimilé peu ou prou à un crime. Tout un chacun doit rester chez lui (à regarder la télé ?) et, quand on rentre du boulot, faut pas traîner dans le chemin sous peine d'être attaqué par des idées subversives. On a déjà eu ça avec la loi « anticasseurs ». Dans l'exemple du Havre, on n'a même pas besoin de chercher loin : « On cherche, à travers ces poursuites, à criminaliser l'action syndicale en groupe », déclarait un des avocats des syndicalistes CGT.

Faire partie d'un groupe ayant commis violences ou dégradations suffit à la justice pour poursuivre juridiquement un individu, à Nantes comme au Havre. Il est vrai qu'un ancien secrétaire syndical (Bernard Thibault pour ne pas le nommer) avait déclaré après des « excès » à Continental que « ce n'était pas du syndicalisme ».

Le fils Gattaz tente de faire mieux que son père avec l'aide du locataire de l'Élysée... En fin de semaine dernière débutaient les tractations syndicats-patronat sur le « pacte » qui doit amener croissance et prospérité. On se demandera pourquoi on parle encore de syndicalisme.

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador-Ségui
de la Fédération anarchiste

1. On peut faire un parallèle avec la dernière manifestation antiaéroport à Nantes. Dans le cas de Notre-Dame-des-Landes, la presse a surtout causé des affrontements avec les forces de police, mettant « de côté » les dizaines de milliers de manifestants. De plus, il y aura toujours des camarades prêts à en découdre. Quant aux provocations policières, elles ne datent pas de la dernière pluie. Résultat : selon pouvoirs publics et médias, manifester est criminalisé.



PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Les réacs du Printemps français établissent une liste noire des bibliothèques municipales proposant des ouvrages pour enfants censés faire l'apologie de la théorie du genre. Les livres « à brûler » : Papa porte une robe, La Nouvelle Robe de Bill, Jean a deux mamans, Tango a deux papas... Des histoires gays friendly plus que des thèses sur le genre. Leur argumentaire : « Une série d'obsédés sexuels et de pédophiles enragés a, à l'évidence, pris le pouvoir au ministère et veut à tout prix informer les pauvres gamins sur ce qui sera sans aucun doute la grande histoire de leur vie, le sexe. » C'est mieux que la prière et l'abstinence !

Pollution obligatoire

Un viticulteur bio de la Côte-d'Or exploite depuis plus de quarante ans 10 hectares de vignes en agriculture biologique. Il est passé devant le tribunal correctionnel pour avoir refusé de déverser un dangereux pesticide sur sa vigne et encourt jusqu'à six mois d'emprisonnement et 30 000 euros d'amende. En juin dernier, pour contrer un risque hypothétique d'épidémie de flavescence dorée, une maladie de la vigne, le préfet de Côte-d'Or a publié un arrêté radical : tous les vigneronniers devaient traiter leur vigne contre la cicadelle, l'insecte qui répand la maladie. Le problème est que même l'insecticide le moins polluant contre la cicadelle tue les abeilles et la faune auxiliaire. Alors, après nous, le déluge ?



Nouvelles des fronts

« L'intelligence ne vaut rien isolée d'une morale et d'une façon de vivre. »

Guy Debord

GROS BALLONS D'ESSAI, os à ronger ou menaces réelles sur quelques acquis ? Assedic, c'est reparti, selon la conjoncture (on a tout de suite compris) atteinte aux droits : réduction de la durée d'indemnisation, baisse des allocations, dégressivité, conditions d'accès plus drastiques, augmentation des cotisations (y compris pour les agents publics contractuels), suppression du régime des intermittents du spectacle déjà mobilisés. En bref, relance du pouvoir d'achat de la misère. Hollande, social quoi a-t-il affirmé publiquement ? Social-traître, sans aucun doute... Et la CGT, grosse mollassonne depuis des années, fait semblant d'avoir des muscles. Poudre aux yeux ! Quant à la CFDT, toujours prête à négocier, à signer et, elle aussi, à trahir. Qui, d'ailleurs, en attendrait autre chose depuis qu'elle a ravi le polo jaune de FO ? Autre ballon des sots, le gel des primes et de l'avancement des fonctionnaires. Ou comment se tirer une balle dans le pied à l'approche des élections, puis recul stratégique jusqu'aux européennes, mais dans cent jours on en recase... Il convient, en effet, de taxer les privilégiés et, en particulier, les catégories « C » dont le royal traitement voisine avec le smic.

Côté patrons, c'est pas la fête. François Pérol, le pote à Sarko bombardé à la tête de Banque populaire-Caisse d'épargne, mis en examen pour prise illégale d'intérêts et le Gauthier-Sauvagnac qui écope de trois ans de placard dont un ferme et 375 000 euros d'amende pour avoir géré la fluidité sociale à coup de milliers d'euros tirés de la caisse noire de l'IUMM-Medef. On peut parier que ces deux-là, dotés de bons avocats aux ordres, d'appel en appel, échapperont aux poursuites de la justice de classes. L'un pour ne pas mouiller son maître ès magouilles, l'autre pour ne pas avoir balancé les heureux bénéficiaires de ses largesses. Épuration, mon cul, comme en 1945 !

Côté ménage, pourtant, ça y va. Natexis, justement, 700 suppressions de postes d'ici à 2015, Pérol aura été blanchi comme de l'argent sale. Après Aulnay, 684 chez PSA à Poissy, 180 chez le fabricant d'autocars Carrier en Normandie, entre 230 et 397 chez le bijoutier ardéchois GL, 30 % des emplois en danger à Boulogne-sur-Mer dans la transformation du poisson. Ailleurs, ça se confirme, 1 200 à La Redoute, 600 chez Fagor-Brandt, 2 800 chez Mory Ducros où l'infâme CFDT a fait caner une section combative pour 30 deniers

(9 000 euros de prime aux crucifiés). Huit embauches sur dix en CDD et 100 000 emplois en intérim détruits en deux ans, mais Gattaz, serein, envisage des contreparties. Quant au pire, il est à venir : 30 000 à 40 000 emplois menacés dans le secteur associatif sur 1,8 million suite à la baisse des budgets des collectivités locales (dotations, subventions, marchés à la baisse). Une baisse du service aux administrés et un plan social invisible au moins jusqu'aux élections. Après, mains libres aux élus, sauf pour 65 salariés de Aides déjà licenciés qui ont ouvert le bal.

Côté baston, ça riposte ici ou là, mais toujours sans coordination. Contrôleurs aériens contre la déréglementation, chauffeurs de taxis contre dumping des VTC, salariés de l'entrepôt Logista à Lognes, grève pour une prime chez Lesieur où ça manque d'huile dans les RH, grève chez Sanofi pour les salaires sur le site Marly, grève dans le nettoyage chez Laser pour protester contre des conditions de travail épouvantables, grève au Parisien de moins en moins libéré et, bien sûr, à Libération prêt à être bradé, vendu à la découpe et transformé en marque d'infamie capitaliste. Préavis de grève dans l'Est à la SNCF où tout fout le camp.

Ailleurs, c'est du pareil au pire. Italie, Electrolux aspire 40 % des salaires de ses 5 700 ouvriers et brandit le gourdin de la délocalisation en cas de refus. Au Canada, fermeture de la Poste envisagée par les conservateurs, 55 000 emplois en jeu. Afrique du Sud, 25 % de chômeurs officiels. Espagne, un tiers des enfants frappés de pauvreté. 200 millions de chômeurs dans le monde et 45 000 migrants ont risqué leur peau en 2013 pour traverser la Méditerranée et se retrouver en camp de rétention.

Mais qu'on se rassure du côté des salauds tout va bien. Les résultats de Goldman Sachs ont progressé de 6 % en 2013 (soit 7,7 milliards de dollars), les ventes d'armes de la France de 31 % (4^e rang des tueurs légaux). 1 % de salopards détiennent la moitié de la richesse mondiale... Pérol et autres Sauvagnac ont encore de beaux jours devant eux ! À moins que... lors de la manifestation du 18 mars contre le pacte de « responsabilité », ça déborde de la marmite ! I have a dream.

Hugues

Groupe Commune de Paris
de la Fédération anarchiste

Sexe, genre et tubercule génital



Golconde de Magritte, 1953.

J'AIMERAIS VOUS AMENER, par l'imagination, à observer un monde différent, quelque part ailleurs dans l'univers, un endroit habité par une forme de vie qui ressemble beaucoup à la nôtre, à cela près que ces créatures grandissent avec un savoir particulier : elles savent être nées avec une variété infinie. Elles savent, par exemple, que leur code génétique les fait naître avec des centaines de configurations chromosomiques différentes, à l'endroit de chaque cellule dont nous dirions qu'il détermine leur « sexe ». Ces créatures n'apparaissent pas uniquement sur le mode XX ou XY ; elles naissent également en mode XXY, XYY et XXX, plus une longue liste de variations en « mosaïque » où certaines cellules présentent une combinaison particulière et d'autres cellules, une autre. Certaines de ces créatures naissent avec des chromosomes qui ne sont mêmes pas tout à fait de type X ou Y, puisqu'une petite partie d'un chromosome se détache et va se coller à un autre. Il existe des centaines de combinaisons différentes et, même si elles ne sont pas toutes fécondes, beaucoup d'entre elles le sont. Les créatures de ce monde apprécient leur individualité, se délectant du fait de ne pas être sécables en catégories distinctes. Ainsi, lorsqu'arrive un nouveau-né doté d'une configuration chromosomique rare, ésotérique, on fait une petite fête en se disant : « Ha ha ! Un autre signe que nous avons toutes et tous notre propre identité. »

Ces créatures vivent également avec la conscience d'être nées selon une large palette de configurations génitales. Les structures tissulaires placées entre leurs jambes varient le long

d'un continuum allant d'un clitoris et d'une vulve à un pénis et un scrotum, dans toutes les combinaisons et gradations possibles. Ces êtres vivent en sachant que, dans tous les cas, leurs parties génitales se sont formées avant la naissance à partir exactement du même petit bouton de tissu embryonnaire appelé tubercule génital, qui s'est développé sous l'influence de quantités variables d'une hormone, l'androgène. Ces créatures aiment et respectent les parties génitales naturelles de tout le monde – y compris celles que nous décririons comme un micro-phallus ou un clitoris de plusieurs centimètres. Elles trouvent étonnant et inestimable que, comme leurs parties génitales viennent toutes du même tissu embryonnaire, ces parties soient innervées de façon très semblable, de sorte qu'elles réagissent au toucher avec la même énergie délirante qui résonne parfaitement entre elles. « Ciel, pensent ces créatures, tu dois ressentir quelque chose dans ton tubercule génital qui ressemble intensément à ce que je ressens dans le mien. » Bon, d'accord, elles ne le pensent pas exactement de façon aussi loquace ; à cette étape, elles sont plutôt en proie à leurs émotions ; mais c'est un fait qu'elles ressentent un lien réciproque très puissant – dans la gamme de leur merveilleuse diversité. Je pourrais continuer. Je pourrais vous parler de la variété d'hormones qui ruissellent dans leurs corps en une multitude de formes et de proportions différentes, aussi bien avant la naissance que durant toute leur vie – les hormones que nous disons « sexuelles », mais que ces créatures appellent « inducteurs d'individualité ». Je pourrais vous dire comment ces

créatures pensent à la procréation. Durant une partie de leur vie, certaines d'entre elles sont tout à fait capables de gestation, d'accouchement et de lactation ; et, durant une partie de leur vie, certaines d'entre elles sont tout à fait capables d'insémination ; et, durant une partie ou la totalité de leurs vies, certaines sont incapables de l'une ou de l'autre de ces fonctions ; elles concluent donc qu'il serait ridicule d'enfermer à perpétuité qui que ce soit dans une catégorie sur la base d'une capacité variable qui peut être utilisée ou non et qui, de toute manière, se modifie tout au long de leur vie de façon assez aléatoire et très personnelle. Ces créatures ne sont pas indifférentes à la procréation, mais elles ne passent pas non plus leur vie à bâtir une définition de soi axée sur leurs capacités reproductives variables. Elles n'ont pas à le faire parce que ce qu'elles ont de vraiment particulier, c'est la capacité de ressentir une identité personnelle sans devoir lutter pour s'adapter à une identité de catégorie basée sur leur anatomie de naissance. En fait, ces créatures sont tout à fait heureuses. Comme elles ne se soucient pas de répartir d'autres créatures en catégories, elles n'ont pas à se soucier d'être à la hauteur d'une catégorie à incarner.

Ces créatures ont, bien sûr, du sexe. Du sexe joyeux, houleux et énergique, bouleversant et tumultueux, et du sexe tendre, frissonnant et transcendant. Elles ont du sexe doigts contre doigts, du sexe ventre contre ventre, du sexe tubercule génital contre tubercule génital. Elles ont du sexe, pas un sexe. La vie érotique de chacune de ces créatures n'est pas la performance obligée de leur statut au sein d'un système de catégories – parce qu'il n'existe pas de tel système. Il n'y a pas de sexes auxquels appartenir, ce qui fait que la sexualité entre les créatures est libre d'avoir lieu entre individus véritables, plutôt qu'entre représentants d'une catégorie. Elles ont du sexe. Elles n'ont pas un sexe. Imaginez vivre de cette façon.

Vous avez sans doute deviné l'objectif de cet exercice de science-fiction : au plan anatomique, chaque créature de ce monde imaginaire pourrait correspondre en tout point à chaque être humain vivant sur Terre. En fait, nous sommes ces créatures – à tous égards sauf au plan social et politique.

John Stoltenberg

Ce texte est tiré du livre de John Stoltenberg *Refuser d'être un homme* (Syllepse).

Le **sexisme** dans les milieux militants libertaires

Marie Joffrin

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste



LES ORGANISATIONS ANARCHISTES se caractérisent par une faible présence numérique de militantes. Ceci n'a rien de particulièrement surprenant : les femmes sont structurellement sous-représentées dans les organisations politiques. On peut néanmoins se demander s'il n'existe pas des causes propres au mouvement anarchiste qui pourraient expliquer pourquoi des organisations qui prônent l'égalité et le refus des dominations attirent (ou retiennent) si peu de femmes. Les organisations anarchistes semblent être victimes de leur image de violence et de virilité qui pourrait renvoyer à certains éléments de la culture anarchiste tel que l'ouvriérisme et l'antifascisme radical. Un côté un peu « homme des cavernes » qu'on attribue aux anarchistes, joue souvent un rôle de repoussoir freinant le recrutement de militantes qui craignent de ne pas trouver leur place et d'y subir des discriminations. Ces craintes reposent sur une ignorance de la diversité des styles militants dans les organisations et les collectifs. Mais force nous est d'admettre que, bien qu'abusives, les généralisations et approximations à propos des libertaires ont des effets concrets. Et les craintes de ces militantes potentielles ne sont pas sans fondement. Chez les groupes anarchistes, surtout depuis les années 2000, les

dénonciations du patriarcat et du sexisme, de l'hétérosexualité et de l'homophobie font maintenant souvent partie des déclarations de principes. Cela constitue une nouveauté, conséquence des mobilisations féministes et homosexuelles passées et présentes. Néanmoins, au-delà de ces intentions de principe, le sexisme est bel et bien présent dans les milieux libertaires.

Les hommes anarchistes ne sont pas toujours aussi empressés de se mobiliser contre le patriarcat, préférant le plus souvent lutter contre l'État, le capitalisme, la religion... Plusieurs sont même explicitement ou implicitement misogynes voire antiféministes. Dans le milieu militant, comportements misogynes et antiféministes, voire agressions verbales et physiques, sont des phénomènes récurrents, comme l'indiquent les textes et les paroles de militantes. Celles-ci dénoncent – génération après génération – les abus de leurs camarades. Ces questions de sexisme ne peuvent pas être évacuées en blâmant « la société » ou le « système patriarcal », ni en rappelant que « c'était pareil dans les années 1950 », que « c'est la même chose chez les trotskistes » ou que « c'est pire dans tel ou tel parti traditionnel ». Toutes ces phrases de justification, en plus d'excuser les actes de sexisme, sont aussi

méprisantes vis-à-vis des camarades qu'improductives. On ne peut non plus refuser d'y réfléchir en laissant entendre qu'il ne faut pas critiquer notre mouvement, qui a déjà tant d'ennemis, de peur de l'affaiblir. Proudhon, grand misogyne s'il en est (mais les auteurs anarchistes n'ont-ils pas cela de formidable qu'il est possible de prendre chez eux ce qui nous intéresse et d'ignorer ou rejeter le reste ?), nous offre pourtant une piste de résolution : « Agir, c'est combattre. »

D'où vient l'anarchosexisme ?

Comment expliquer les contradictions entre les principes anarchistes et certaines pratiques de camarades ? L'anarchisme peut être porteur de misogynie plus ou moins brutale parce qu'il est traversé par les forces qui constituent la société. Il lutte contre ces forces mais ne sait pas toujours s'en protéger. Francis Dupuis-Déri dans son article « Hommes anarchistes face au féminisme : pistes de réflexions au sujet de la politique, de l'amour et de la sexualité » envisage 5 pistes : le poids de la socialisation patriarcale (non anarchiste) ; le poids de la tradition sexiste anarchiste ; le machisme et l'antiféminisme anarchistes ; la priorité stratégique (l'anticapitalisme, par exemple) ; l'intérêt de classe masculin.

Le poids de la société patriarcale

Les textes anarchistes expriment souvent la difficulté de vivre en accord avec des principes égalitaires et libertaires lorsqu'on a été socialisés dans une société inégalitaire. Quand elle essaie d'être anarchiste, une personne doit lutter contre des acquis sociaux incompatibles avec les principes libertaires. Ce qui est vrai des normes et attitudes en général est valable pour les normes et attitudes dans les rapports entre les sexes. Nos choix et nos désirs ne sont pas si émancipés que nous l'espérons : ils sont soumis à nos tyrans intérieurs (pour reprendre l'expression d'Emma Goldman). Cela est vrai pour les anarchistes des deux sexes. Des féministes ont bien démontré comment certaines femmes ont intériorisé les normes de la société, ce qui les amène à croire qu'elles seront valorisées par les hommes si elles sont sexuellement attirantes, discrètes, serviables, souriantes... Pour leur part, les hommes, anarchistes ou non, sont socialisés en tant qu'homme à considérer les femmes comme des objets sexuels, et à user et tirer profit de la violence et la domination. Les anarchistes ne sauraient toutefois se dédouaner en attri-

buant leur propre misogynie à la société patriarcale.

Qu'est-ce que la misogynie ?

La violence à l'encontre des femmes n'est pas la misogynie même si elle a quelque chose à voir avec cette notion. La violence a sa place dans la spirale qu'est la misogynie.

La misogynie est parfois un premier pas vers la violence. Parfois, elle ne débouche sur rien d'autre qu'elle-même. Des propos, des plaisanteries, des écrits misogynes peuvent ne pas conduire à des violences directes (ce qui ne veut pas dire qu'ils sont sans conséquences). À l'inverse, une explosion de violence (une agression, un viol, un meurtre) dont une femme est la victime peut éclater sans que les prémices aient été perçues.

Il y a un continuum à repérer dans la notion de misogynie. C'est d'abord le mépris de la femme. Mépris, c'est-à-dire dépréciation, déconsidération. C'est, tout en feignant de n'en faire aucun cas, prendre soin de dévaloriser l'objet de son mépris. Le mépris comporte une contradiction car mépriser c'est ignorer quelqu'un en le faisant sciemment, volontairement. C'est une mise en

scène, une affectation : « J'ignore votre existence » signifie : « Je vous place dans une zone de non-existence que je crée tout spécialement pour vous. » Il en est ainsi de certains problèmes soulevés par des femmes en milieu militant. On prétend que ces problèmes n'existent tout simplement pas au lieu de s'interroger sur ce qui a poussé ces femmes à alerter sur ces problèmes.

Le mépris de la femme, première étape de la misogynie, conduit vers un sentiment plus violent : la haine. Non pas de telle femme mais de la femme en tant que femme, du genre féminin. La haine est un sentiment qui comporte d'emblée une notion de violence. Après avoir placé la femme en situation de non-valeur, la haine la reconstruit en objet cible. Voici le terme du continuum de la misogynie : mépris → haine → violence.

Prenons l'exemple de Léo Ferré, qui a su exprimer tout au long de sa carrière les plus nobles sentiments comme les propos misogynes les plus atterrants. Dans une interview, il commence par une plaisanterie méprisante : « L'intelligence des femmes, c'est dans les ovaires... » Puis il définit sa cible : « Les pires femmes de toutes, les plus grandes salopes, sont les femmes cultivées. » Il achève : « Celles-là, je ne les laisse plus entrer chez moi. » Le mépris engendre la haine qui elle-même trouve son aboutissement dans un acte de violence (le fait de claquer sa porte au nez des femmes cultivées).

La violence s'entend comme le passage à l'acte, gouverné par les sentiments de mépris et de haine. Ferré heureusement ne tue pas les femmes cultivées. Il ne passe pas à l'acte. En revanche, d'autres hommes, animés par les mêmes émotions, le font. Les exemples sont légion. Pensons à la tuerie de l'École polytechnique par Marc Lépine le 6 décembre 1989. Dans les lettres qu'il a laissées, le tueur identifiait les féministes comme des ennemis à détruire et il a généralisé à toutes les femmes.

Valeurs virilistes

L'anarchisme traditionnel valorise la virilité la plus conventionnelle : l'homme-combat-tant-rebelle-et-courageux : milicien de la guerre d'Espagne, manifestant sur une barricade maniant un cocktail Molotov, redskin qui engage des combats de rue, vedette punk... Sans oublier tous les ancêtres barbus comme Bakounine et Kropotkine. Les anarchistes ont souvent des attitudes viriles lorsqu'il y a discussion au sujet de pratiques militantes avec lesquelles des femmes – mais pas seulement – peuvent ne pas être à l'aise. C'est dans ces situations que s'exprime la *manarchy* (expression anglaise composée du mot « homme » – man – et « anarchie » – anarchy). La *manarchy* désigne « un comportement agressif et compétitif au sein du mouvement anarchiste, qui rappelle de manière inquiétante [...] les rôles genrés masculins traditionnels. Ce comportement inclut agir de façon virile et élitiste, de façon à se prétendre plus vertueux



que les autres». À ce problème s'ajoute le fait que les hommes sont majoritaires dans les milieux anarchistes. Ils peuvent s'encourager dans ce type d'attitude viriliste.

Priorité stratégique

Plusieurs hommes anarchistes, sans être ouvertement antiféministes ou misogynes, considèrent que la lutte contre l'État et le capitalisme doit être prioritaire et que l'émancipation des femmes viendra après. Une variation sur le thème de la priorité stratégique peut consister à laisser entendre que la mobilisation féministe, surtout en non-mixité, représente non seulement une dissolution des forces anarchistes mais une véritable exclusion. Les hommes anarchistes qui se trouveraient donc discriminés par ces femmes qui ne respectent plus les principes anarchistes universalistes d'égalité.

Des hommes anarchistes prétendent être «victimes» du système patriarcal (ce qui est vrai par ailleurs mais pas dans la même mesure et selon les mêmes modalités que les femmes). En conséquence, à leurs yeux, les féministes ne devraient pas cibler les hommes, mais lutter à leur côté. Contre qui ? Voilà qui n'est pas très clair. Cette perspective laisse entendre que le système patriarcal se tiendrait comme un nuage au-dessus des hommes et des femmes. Les anarcha-féministes devraient se porter à l'attaque du patriarcat en tant que système existant à l'extérieur du milieu anarchiste, et non critiquer les camarades anarchistes qui sont leurs alliés et qui ne seraient pas responsables des quelques attitudes et comportements sexistes dont ils ont malheureusement hérité à travers leur socialisation, alors qu'ils essaient «vraiment» de s'améliorer.

Privileges d'hommes

La théorie anarchiste elle-même permet d'expliquer que des hommes anarchistes adoptent parfois des comportements de domination à l'endroit des femmes dans leurs organisations politiques. Selon Kropotkine, l'être humain n'est ni bon ni mauvais, mais les deux à la fois. Il explique que «loin de vivre dans un monde de visions et d'imaginer les hommes meilleurs qu'ils ne sont, nous [les anarchistes] les voyons tels qu'ils sont, et c'est pourquoi nous affirmons que le meilleur des hommes est rendu essentiellement mauvais par l'exercice de l'autorité». Une conception structuraliste des rapports sociaux considère donc que c'est la structure dans laquelle l'individu se trouve et la position qu'il y occupe qui son comportement. Placé en position de domination face aux femmes de par son appartenance à la classe des hommes, l'homme anarchiste même bien intentionné aura tendance à dominer les femmes, car la structure inégalitaire entre les hommes et les femmes favorise chez lui instinct autoritaire et volonté de domination. Cela est vrai pour les hommes en général, qu'ils se disent proféministes ou non, qu'ils

soient anarchistes ou non. Christine Delphy explique, au sujet d'un homme hypothétique – il pourrait être anarchiste – qui voudrait entretenir une relation égalitaire avec une femme : «Il ne peut pas plus supprimer les désavantages institutionnels de la femme.» Ainsi, on retrouve parfois une division sexuelle des tâches dans les groupes anarchistes, les hommes aimant se réserver les rôles qu'ils jugent plus prestigieux, les femmes se retrouvant dans des rôles d'auxiliaire. Par exemple les camarades femmes peuvent être moins mises en avant lorsqu'il s'agit pour un groupe d'entrer en contact avec d'autres collectifs ou organisations. Dans notre société, les hommes jouissent en général de nombreux avantages face aux femmes, même si ces hommes sont critiques de leurs privilèges et s'affichent proféministes et anarchistes. Même les hommes homosexuels bénéficient de plusieurs des avantages masculins face aux femmes. L'homme disposera en général de plus d'argent que les femmes, sa parole sera en général perçue comme plus crédible, il saura profiter du travail accompli pour lui et sans salaire par des femmes, aura moins de risque d'avoir été harcelé ou abusé sexuellement (et donc moins de probabilité d'avoir des séquelles psychologiques)...

Les anarchistes admettent qu'il y a un patriarcat et donc un rapport de sexe inégalitaire entre les hommes et les femmes. Ils devraient tous admettre que les hommes, même anarchistes, sont en position privilégiée face aux femmes.

Si les anarchistes savent bien que les politiciens et les patrons n'abandonneront leurs privilèges et leur position de domination que s'ils sont contestés et combattus, ces mêmes anarchistes n'acceptent pas facilement que les femmes les contestent et les combattent, trouvant toutes sortes de stratégies pour esquiver les critiques, se trouver des alliés chez les autres hommes ou chez des femmes. La contre-attaque est souvent la meilleure forme de défense. Les hommes anarchistes doivent donc admettre, s'ils veulent être réellement cohérents avec leurs beaux principes, d'être pris pour cibles par les féministes.

Les anarchistes sont d'autant moins enclins à s'ouvrir aux critiques féministes à leur endroit qu'ils tirent en général un sens de supériorité morale à s'identifier comme des opprimés ou des alliés des opprimés ; les anarchistes sont donc particulièrement réfractaires à l'idée qu'ils seraient eux-mêmes des privilégiés et des dominants.

Que faire ? pistes de réflexions

Les structures des collectifs et organisations libertaires sont peu adaptées et ne remettent pas fondamentalement en cause les phénomènes d'auto-exclusion des femmes. Ainsi, sans tours de parole systématiques, et encore moins de modération des échanges visant à favoriser la prise de parole des militantes, il est malaisé pour les femmes d'oser intervenir

dans les débats dominés par les hommes. Les réunions non mixtes qui visent précisément à l'apprentissage de la parole sont systématiquement objets de critiques.

Les féministes doivent continuer à produire textes et analyses qui favorisent la prise de conscience des hommes et des femmes. Les hommes anarchistes devraient prendre une part de la responsabilité pour changer leurs comportements et se pencher sur cette littérature féministe.

D'autre part, les théories anarchistes comptent des outils conceptuels qui devraient permettre d'identifier des solutions. Certes, les hommes anarchistes sont le produit d'une société patriarcale et les héritiers des traditions misogynes, en plus d'être souvent détournés du féminisme par une obsession pour la lutte contre l'État, ou le capitalisme, ou le racisme, ou la guerre, etc.. Mais la grille d'analyse structuraliste proposée par des anarchistes comme Charlotte Wilson et Pierre Kropotkine devrait leur permettre de comprendre qu'ils se comportent comme des hommes ordinaires parce qu'ils évoluent dans la société et au sein du mouvement militant dans des structures inégalitaires qui avantagent les hommes aux dépens des femmes. Cela encourage chez eux l'instinct de domination face aux femmes. En conclusion, les hommes anarchistes respecteront les femmes quand elles auront établi un rapport de force qui modifiera les structures inégalitaires.

Il est conséquent d'avancer que l'anarchisme ne fonctionnera pas si les hommes continuent à désirer exercer leur domination masculine. Il serait donc logique que les hommes anarchistes admettent qu'il est important qu'il y ait un mouvement et un activisme féministe forts, à la fois dans la société en général et dans leur milieu en particulier, pour que les structures de rapports de domination soient contestées et possiblement renversées ; ce qui implique, évidemment, que les hommes qui occupent dans ces structures des positions privilégiées et dominantes soient contestés et confrontés. **M. J.**

1. Francis Dupuis-Déri, «Hommes anarchistes face au féminisme : pistes de réflexions au sujet de la politique, de l'amour et de la sexualité», *Réfractations* n° 24 «Des féminismes, en veux-tu, en voilà», mai 2010, p. 107-121.

2. Maggie, Rayna, Michael, Matt, *Stick It To the Manarchy* [<http://www.infoshop.org/rants/manarchy.html>] produit par des anarchistes féministes et proféministes après les actions de contestation de la convention démocrate à Boston, à l'été 2004.

3. Pierre Kropotkine, *L'Anarchie*, Paris, 2006 [1896], p. 39.

4. Christine Delphy, «Nos amis et nous : Fondements cachés de quelques discours pseudo-féministes», *L'Ennemi principal I : Économie politique du patriarcat*, Paris, 1998, p. 186 et p. 188.

Mon **corps** est à moi, je l'enregistre

L'ACTION REVENDICATIVE, la protestation, le militantisme, c'est sérieux, mais il n'y a aucune raison que ce soit triste. Les Espagnoles sont en train de le prouver en introduisant l'ironie dans leur mobilisation qui se poursuit dans leur pays contre le projet de «réforme» de la loi sur l'IVG. Aux manifestations de type classique s'ajoutent d'autres initiatives politiques ou artistiques. Ainsi cet appel lancé le 6 février dernier par Yolanda Dominguez¹, artiste visuelle et activiste madrilène qui imagine et réalise dans les espaces publics des happenings, comme *Fashion Victims* où elle dénonçait les conditions de travail au Bangladesh des victimes de l'écroulement d'un immeuble à usage d'atelier de couture (conditions prétendues ignorées par les commanditaires occidentaux de grandes marques de vêtements...). De la même façon, elle a mis en scène à travers toute l'Europe (y compris Paris) des happenings où des femmes ridiculisaient la dernière campagne publicitaire de Chanel (*Poses n° 5*). Cette fois-ci, c'est la loi anti-IVG qui la fait réagir : «Assez de nous faire dicter ce que nous devons faire de notre corps, et puisqu'il a été moulé par et pour les autres, transformé en objet et utilisé comme marchandise, nous devons prouver qu'il est notre propriété.»

L'appel a été largement entendu et, à travers toute l'Espagne, des centaines de femmes se sont rendues à la chambre de commerce de leur ville pour faire enregistrer leur corps au registre du commerce des biens meubles.

Quelque peu décontenancés, certains employés des chambres de commerce ont tout de même accepté cette démarche et leur ont donc délivré des reçus de demandes de certificats de propriété, en attendant de statuer définitivement sur cette revendication d'un type nouveau. Pour les femmes, le but est de faire admettre que leur corps est un bien qui leur appartient. Et d'ajouter ironiquement : «Puisque la société patriarcale tend à faire croire que ce corps est une marchandise, il est donc normal de l'inscrire au registre du commerce, afin de certifier qu'il s'agit de notre propriété².»

Dans le sillage des organisations féministes, des syndicats et partis d'opposition, on assiste maintenant aux prises de positions de la communauté scientifique et médicale, qui dénonce le projet de loi Gallardón, et reproche au gouvernement de ne pas avoir consulté les organisations professionnelles

concernées par l'IVG. Se sont donc retrouvées côte à côte dans un bel ensemble : la Société espagnole de gynécologie et d'obstétrique (Sego), la Société espagnole de médecine périnatale (Semepe), l'Association espagnole de diagnostic prénatal (AEDP), la Société espagnole de psychiatrie (SEP) et l'Association espagnole de neuropsychiatrie (AEN).

Toutes ces vénérables institutions sont d'accord pour souligner que le projet de loi d'Alberto Ruiz Gallardón va entraîner une «psychiatisation» des problèmes qui, en principe, n'ont rien à voir avec la discipline psychiatrique. Selon la SEP : «Mener à terme ou interrompre une grossesse ne peut pas être considéré comme une situation pathologique du point de vue psychiatrique, et prédire avec exactitude le risque de maladie mentale d'une personne auparavant saine, aurait de sérieuses «limites» scientifiques.» Pour sa part, la Sego, qui regroupe des milliers de gynécologues et d'obstétriciens, considère que cette réforme de la loi n'a pas été soumise à un débat rigoureux.

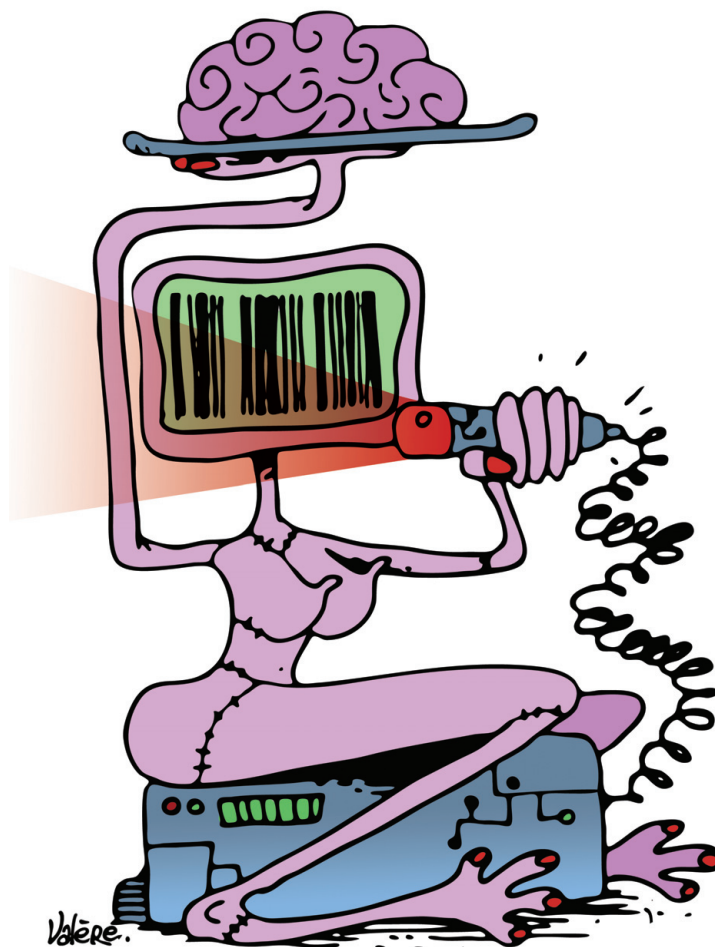
Pendant ce temps-là, la protestation continue, comme à Burgos, par exemple, où

les femmes ont symboliquement choisi le jour de la Saint-Valentin pour se rendre à la chambre de commerce afin de déclarer, par le menu, la nature du bien à enregistrer : «Description, de la tête aux pieds, de tous mes membres, sans oublier mes organes et spécialement mon utérus et mon appareil reproducteur, le tout représentant ma personne unique et non reproductible.»

Les nouvelles pétroleuses sont dans la rue et le casse-tête administratif ne fait que commencer pour les autorités.

Rosine Pélagie

Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste



1. Yolandadominguez.blogspot.fr

2. Précisons au passage que si, en tant qu'anarchistes, nous sommes contre la propriété des moyens de production entre les mains de quelques privilégiés, nous ne sommes évidemment pas opposés à la possession d'objets personnels, et encore moins à celle de notre propre corps (a fortiori quand on est femme).

Afrique du Sud

Du côté du bidonville Marikana



IL Y A PEU, je suis allé à Marikana. Non pas le Marikana de la grève minière de 2012 au cours de laquelle la police a tué 34 mineurs, mais une installation de *shacks*, des cabanes en tôles, symboliques des bidonvilles, sur un terrain abandonné. La communauté s'est donné ce nom de Marikana en hommage à leurs frères et sœurs du Nord-Ouest du pays qui ont été tués par la police. Pour comprendre ce qui se passe à Marikana, il faut comprendre le fonctionnement des bidonvilles sud-africains. Les gens qui arrivent de zones rurales pour se rapprocher des villes et espérer avoir du travail s'installent dans des bidonvilles qui sont généralement des terrains appartenant à l'État, sur lesquels il n'y a pas besoin de permission pour s'installer. Lorsqu'on trouve un emplacement inhabité, on s'y installe avec sa famille, construisant un *shack* à l'aide de ce qu'on trouve à portée de main, en attendant qu'un jour, peut-être, le gouvernement nous reloger dans une habitation en dur.

Les habitants de Marikana font partie de ces gens. Ils se sont installés en lisière du bidonville, et ont construit des *shacks* sur un terrain qui ne peut être cultivé et qui est en très mauvais état, mais qui est privé. C'est pourquoi le 7 janvier, tôt le matin, des policiers sont arrivés, envoyés par l'Anti Land Invasion Unit, qui appartient à la mairie de Cape Town et qui a pour but d'éviter l'occupation « illégale » de terres, sans pour autant donner de possibilités de relogement aux occupants. Les policiers leur ont demandé de sortir de leurs *shacks* avec des affaires personnelles et sont revenus une heure plus tard pour détruire les habitations. Heureusement, 54 maisons ont été défendues contre ces destructions massives. Mais, maintenant, nombre d'entre eux n'ont plus d'habitations et ils se tassent à plusieurs familles dans

ces petites cabanes de tôle. J'ai été à leur rencontre avec le collectif Tokolos Stencil Collective. Tokolos est le nom d'une créature légendaire sud-africaine qui, la nuit, terrorise les enfants qui n'obéissent pas à leurs parents. Ici, il ne s'agit pas de terroriser les enfants, mais le gouvernement, d'émerger de l'obscurité pour rappeler au peuple qu'on peut lutter pour la justice et pour la liberté, contre le gouvernement des riches qui relèguent les pauvres dans des bidonvilles insalubres loin de leur vue. Plusieurs personnes de Tokolos aident les familles expulsées, au niveau juridique notamment, puisqu'ils comparaissent le 19 février devant la justice. Par chance, la ville de Cape Town a pris des photos de son intervention qui pourraient jouer en la faveur des habitants, montrant que les *shacks* étaient bien occupés et témoignant des agissements de la police.

Pendant que j'étais à Marikana et qu'on discutait avec les habitants, un couple de personnes âgées est arrivé, de retour d'Eastern Cape où il était parti voir de la famille pendant quelques semaines. Ils ont découvert leur maison détruite, et c'était très émouvant de voir ce vieux couple au milieu des débris qui formaient leur maison il y a un mois seulement, et la solidarité des autres habitants qui les ont immédiatement accueillis chez eux. Avec le collectif, nous sommes aussi allés faire des pochoirs dans les bidonvilles voisins pour rappeler aux habitants la révolte de Marikana, et ce qui se passe en ce moment même dans ce Marikana local. On s'est arrêté dans un autre bidonville où les toilettes installées par le gouvernement en bordure de bidonville, d'une puanteur et d'une insalubrité horrible (pas de chasses d'eau, elles sont vidées une ou deux fois par an, etc. ; sans parler des énormes rats qui y courent) ont été utilisées comme murs

de graffitis pour rappeler l'injustice de ces traitements réservés aux plus pauvres. « This city works for rich », peut-on maintenant y lire. Les habitations proches de ces toilettes sont situées sous une ligne à très haute tension. On est alors enveloppé dans une atmosphère très désagréable où la puanteur cohabite avec le son horrible et entêtant de la ligne. Alors que j'interpellais un jeune qui vit ici, militant EFF (le parti anticapitaliste marxiste-léniniste de Julius Malema), à propos de la cohabitation avec les lignes THT, il m'a expliqué que le gouvernement interdit officiellement de s'installer dessous, mais qu'ils n'ont pas d'autres endroits où aller. De fait, ici, on ne les chasse pas, ils se bousillent la santé, mais ils ne portent atteinte à aucune propriété privée, contrairement à Marikana. Ce militant me racontait que le pire, c'est quand il pleut. Qu'on ne peut pas ouvrir de parapluie, sinon, c'est l'électrocution assurée. Et, de fait, il y a déjà eu des incendies causés par ces lignes électriques. Mais bon, ce n'est pas vraiment dans l'intérêt du gouvernement de travailler pour les pauvres.

Le 19 février, c'est tout un bidonville qui s'est mis en route pour Cape Town, et qui a manifesté jusqu'au tribunal. Ils rappellent, en ces temps de campagne électorale, que l'État, quel que soit le gouvernement, travaille pour les riches et qu'il n'y a que par la lutte que nous pourrions changer les choses !

Le tribunal a commencé à travailler sur cette affaire, passant une semaine à discuter de ce qu'est une « maison », et donc si ce sont bien des maisons qui ont été détruites. Le jugement final sera le 10 mars. Affaire à suivre, donc !

Nomathemba



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres
Inconnu
qui l'écriront à leur place. »

1933 : des antiproductivistes écrivent à Adolf Hitler

Philippe Pelletier

Groupe Nestor-Makhno
de la Fédération anarchiste

En 1933, l'Ordre nouveau signe et publie dans sa revue éponyme une «Lettre à Adolf Hitler, chancelier du Reich». Ce groupe, créé en 1930 à Paris, rassemble de jeunes intellectuels dégoûtés de la démocratie parlementaire mais rebutés par le bolchevisme. Ils déplorent la faillite spirituelle des sociétés modernes, prônent le personnalisme, critiquent le machinisme et ce qu'ils appellent le «productivisme». L'Ordre nouveau relève de ce courant «non conformiste» qu'a dénommé et analysé Jean-Louis Loubet del Bayle dans un ouvrage séminal¹.

Mais pourquoi écrire à Hitler ? D'autant que toute personne s'intéressant sérieusement à la vie politique ne peut ignorer ce qu'est le national-socialisme à cette époque...

Les premières pages de *Mein Kampf* (1925) révèlent déjà l'hystérie antijuive de son rédacteur. La brutalité des nazis ne fait aucun doute. Le militant conseilliste Marinus van der Lubbe et l'anarchiste Erich Mühsam ont été arrêtés et torturés après l'incendie du Reichstag (février 1933)... Quant à la nature du fascisme italien au pouvoir depuis une dizaine d'années en Italie, il n'est nul besoin d'épiloguer.

Deux des membres de l'Ordre nouveau – Alexandre Marc (1904-2000) et Denis de Rougemont (1906-1985) – participent aussi au lancement, en 1932, de la revue *Esprit* animée par le personnaliste catholique Emmanuel Mounier (1905-1950). Avec René Dupuis (1905-?), autre membre du groupe, ils collaborent également à la revue *Plans* (1931-1933) qui est animée par Philippe Lamour (1903-1992).

Lamour a été exclu en 1928 du Faisceau, premier parti fasciste français². Avec Pierre Winter (1891-1953), il fonde le Parti fasciste révolutionnaire dont la revue *Plans* constitue en quelque sorte l'organe théorique. Mais les liens

entre l'Ordre nouveau et *Plans* se distendent, en particulier pour des raisons doctrinales. Le réseau de Lamour, qui inclut des personnes comme Le Corbusier, est en effet considéré comme trop technophile et trop moderniste.

En 1935, Arnaud Dandieu (1897-1933), Robert Aron (1898-1975), Claude Chevalley (1909-1984) et René Dupuis participent néanmoins – en tant que représentants de l'Ordre nouveau – au «congrès sur les corporations», organisé en mai à Rome par l'Institut fasciste de la culture, aux côtés de Mounier, Marion et d'autres.

La Lettre à Hitler

Signée par l'Ordre nouveau, par qui, précisément, la «Lettre à Hitler» de 1933 a-t-elle été rédigée ? Dans l'ours du numéro concerné figurent les noms d'Aron, Chevalley, Daniel-Rops, Dupuis, Jardin et Rougemont. Selon l'un des biographes de Rougemont, celui-ci n'aurait cependant pas participé à sa rédaction, qui aurait été l'œuvre d'Alexandre Marc³. Le nom de Marc n'apparaît pourtant pas dans l'ours. Mais l'une de ses biographies confirme cette hypothèse⁴. Quoi qu'il en soit, dans les numéros suivants de l'Ordre nouveau, personne ne proteste, ni ne se déjuge à propos de cette «Lettre à Hitler». En toute logique, on peut donc considérer que sa teneur est partagée par l'ensemble du groupe.

La critique de «l'économie productiviste» est l'un des aspects qui ressort de la lettre. C'est un leitmotiv du groupe et de sa revue, qui apparaît dès son manifeste éponyme de mars 1931 proclamant : «L'Ordre nouveau, celui de l'homme concret, devra s'édifier sur les trois assises suivantes : a. Personnalisme : primauté de l'homme sur la société ; b. Communisme antiproductiviste : subordination de la production à la consommation ; c. Régionalisme terrien, racial et culturel⁵.» La

référence positive au communisme va toutefois disparaître rapidement, pour être remplacée par une critique du matérialisme et du marxisme – le second étant alors abusivement confondu avec le premier comme si tout matérialiste était fatalement marxiste. La dimension «raciale» sera également évacuée tandis que le régionalisme connaît un traitement variable. Restent le personnalisme et l'antiproductivisme.

La «Lettre à Hitler» de l'Ordre nouveau est longue : une trentaine de pages. Elle est divisée en trois parties plus l'introduction. Celle-ci prend acte, de façon positive mais aussi interrogative, de l'arrivée au pouvoir de Hitler : «Inutile donc de dire que nous ne sommes pas de ceux qui, dans l'immense aspiration nationale-socialiste, ne voient qu'un déchaînement d'instincts barbares et un exhibitionnisme puéril⁶.»

La première partie salue «les victoires national-socialistes» qui ont «mis fin à un mensonge, celui de la démocratie libérale», «contre la dictature occulte de l'économie», qui a permis un retour «au réel, au charnel» : c'est une «œuvre courageuse» qui «a de la grandeur». La deuxième partie constate en revanche les «défaites national-socialistes», car Hitler ne défend pas vraiment «le spirituel», c'est «un démocrate» qui «adore le travail» – plus précisément quelqu'un qui a «liquidé un régime d'oligarchie parlementaire pour le remplacer par une démocratie césarienne» (sic) – et dont le «nationalisme nie la patrie». La troisième partie traite des rapports entre la France et l'Allemagne, en réalité entre le groupe de l'Ordre nouveau et la politique nazie.

Un amour antiproductiviste déçu

Cette lettre constitue en fait une déclaration d'amour déçu. Ses auteurs ont cru en certains aspects du national-socialisme. Ils ont pris au premier degré des éléments de son discours, tout en étant confortés par plusieurs caractéris-

tiques de sa politique (le mépris de la démocratie parlementaire, notamment, le culte de la force). Hitler a en effet, selon eux, «senti que dans notre civilisation actuelle la guerre ne résulte pas essentiellement de rivalités politiques ou de questions de minorités, causes fortuites, mais beaucoup plus de l'erreur industrialiste, commune aux capitalistes d'Occident et aux communistes d'URSS»⁷. Mais «la question est maintenant pour nous de savoir où vous en êtes». Autrement dit de savoir si Hitler va appliquer son programme antiproductiviste. Le groupe de l'Ordre nouveau interroge avec insistance : «Votre critique porte-t-elle vraiment contre le point central, l'erreur décisive, le productivisme démesuré d'un capitalisme aux abois? [...] Avec le productivisme, cause profonde de la prolétarisation universelle, avez-vous rompu?»⁸. Or, comme un historien le soulignera à propos du nazisme, «la contradiction entre une idéologie hostile à la technique et l'État industriel moderne, entre le romantisme agraire et une guerre menée par des moyens relevant de la haute technologie n'était pas résolue pour autant. Mais le fascisme ne se souciait pas de résoudre les contradictions : il s'agissait uniquement de les écraser par la violence, de les faire oublier par l'esthétique et la communication de masse»⁹. Amers, les auteurs concluent : «Vous avez peut-être fait une révolution, Monsieur le Chancelier, vous n'avez pas fait la révolution¹⁰.» En effet, «vous ne rêvez plus que production réglementée, camps de concentration, travaux forcés à perpétuité pour tout un peuple. Par un chemin détourné, vous ramenez l'homme anxieux, avide de retrouver la noblesse du loisir et de l'activité spontanée, à la caserne productiviste»¹¹.

Et la suite ?

Chacun jugera du degré de sincérité et de pertinence de cette lettre, et du rapport de l'Ordre nouveau avec le fascisme qui, à l'époque, en a aveuglé plus d'un. Les membres du groupe étaient-ils assez naïfs pour croire dans la volonté antiproductiviste de Hitler ? De fait, les nazis pratiqueront une politique multiforme (construction d'autoroutes, de Volkswagen, de cités nouvelles et d'armement, mais aussi promulgation de lois protégeant les animaux et les paysages, encouragement à l'agriculture biologique, exaltation de la nature sauvage...). Pensaient-ils vraiment que Hitler allait appliquer leur programme ?

Après la guerre, certains regretteront leurs accointances variables avec le fascisme, d'autres non. Tous maintiennent cependant leur optique personnaliste et antiproductiviste qui les amène à soutenir le fédéralisme européen et l'écologie sous un fond religieux, avoué ou non. Mais cet antiproductivisme continue à se méprendre sur la nature du capitalisme, lequel ne produit pas pour produire, mais pour vendre, ce qui institue ainsi un type de rapport socio-économique et de rapport à la nature.

Dans ces conditions, on comprend mieux comment se situent de nos jours celles et ceux qui en appellent à des «tyrannies bienveillantes» (Hans Jonas), à un «Führer vert» (Rudolf Bahro), à un «gouvernement scientifique planétaire» (Charbonneau) et autres mesures coercitives dictatoriales pour «sauver la planète». Comprendre et frémir. Car si l'histoire ne se répète pas à l'identique, des erreurs qui ont été faites peu-



vent être reproduites. Cela est d'autant plus possible que l'écologisme actuel ne puise pas seulement dans le romantisme hippy du «retour à la nature», mais aussi dans les courants plus profonds du naturalisme intégriste et fondamentaliste – au moins chez ses idéologues et ses intellectuels. Et ceux-là sont bien plus puissants que les babacool. Ils ont déjà instillé leur vocabulaire, leurs conceptions et leur stratégie... Le pseudo anticapitalisme et le pseudo antiétatisme peuvent mener à leur contraire s'ils ne sont pas correctement formulés et appliqués. Tout le trajet de l'Ordre nouveau l'a démontré.

Si Hitler a échoué dans le programme antiproductiviste, quid des autres régimes fascistes ? Après la guerre, René Gillouin (1881-1971) souligne que le but du programme de Vichy était de «mettre un terme au règne de l'économie et à son immorale autonomie en subordonnant le facteur argent et même le facteur travail au facteur humain sans tomber pour autant dans les erreurs inverses du collectivisme»¹². Il est vrai que ce conseiller, et intime, de Pétain de 1940 à 1942, dont il a inspiré plusieurs discours, était bien placé pour en parler... Toute ressemblance avec des idées actuelles est-elle fortuite ?

P.P.

1. Loubet del Bayle Jean-Louis, *Les Non-Conformistes des années 1930, une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Seuil, 1969, 498 p.

2. Le Faisceau est créé en 1925 par Georges Valois (1878-1945), passé du syndicalisme révolutionnaire anarchiste à l'Action française en 1906 où il expose les idées de Proudhon. Valois et Jacques Arthuys (1894-1943), autre ténor du Faisceau, prennent leur distance avec le fascisme mussolinien dès le début de 1928. Ils rentrent dans la Résistance, sont arrêtés et meurent en déportation en Allemagne. Pendant la guerre, Lamour se tient à distance du régime de Vichy et de la Résistance.

3. *L'Ordre nouveau*, revue mensuelle. 1-5, 15 novembre 1933, p. 3-32. D'après Bruno Ackermann, biographe de Rougemont, cette «lettre» aurait été surtout rédigée par Alexandre Marc et Henri Daniel-Rops. Voir Jacob Jean, *Le Retour de l'Ordre nouveau, les métamorphoses d'un fédéralisme européen*, Genève, Droz, 2000, 320 p., p. 117.

4. Alexandre Marc, *Institut universitaire européen*, fiche biographique, p. 5.

5. Loubet del Bayle, *op. cit.*, p. 443.

6. «Lettre à Adolf Hitler, chancelier du Reich», *L'Ordre nouveau*, 1-5, 1933, p. 3-32, p. 6.

7. *Ib.*, p. 4.

8. *Ib.*, p. 11.

9. Reichel Peter, *La Fascination du nazisme*, Paris, Odile Jacob, 1997, 464 p., p. 304-305.

10. «Lettre à Adolf Hitler, chancelier du Reich», *L'Ordre nouveau*, 1-5, 1933, p. 3-32, p. 15.

11. *Ib.*, p. 18.

12. Gillouin René, *J'étais l'ami du maréchal Pétain*, Paris, Plon, 1966, p. 203. En évoquant le collectivisme, Gillouin fait référence à l'Union soviétique. Mais on peut inclure dans sa conception le collectivisme anarchiste de la Révolution espagnole.

Salvador Seguí i Rubinat

« Il ne s'agit pas de répondre à des attentats par d'autres attentats en une sorte de théâtre tragique où la classe ouvrière serait spectatrice, mais de provoquer la révolution en la faisant participer. »

Juan García Oliver, 1977 (entretien avec Freddy Gómez publié dans *À contretemps*).

Révolutionnaire et pragmatique

FIGURE INCONTOURNABLE de l'anarcho-syndicalisme espagnol, Salvador Seguí i Rubinat a fortement marqué le mouvement social de son temps, et même au-delà. Peintre en bâtiment de profession, acquis très jeune aux idées libertaires, apôtre de la formation et de l'éducation des masses populaires par le biais des syndicats, il ne cessa de rappeler que les connaissances culturelles, intellectuelles et techniques étaient des armes révolutionnaires au service des travailleurs. Ami de Francesc Layret, fondateur de l'Athénée encyclopédique populaire de Barcelone, Seguí devint président de l'Athénée syndicaliste, également situé à Barcelone, dans lequel il créa, en 1915, la bibliothèque qui faisait office de centre supérieur des études syndicalistes et anarchistes (tout un programme !). Déjà présent à la création de l'organisation Solidarité ouvrière, acteur de sa transformation en Confédération nationale du travail (CNT) en 1910, il en devint secrétaire général pour la région catalane en 1918 (congrès de Sants).

Révolutionnaire et pragmatique, il n'oubliait jamais de lier les acquis immédiats pour les travailleurs à leur émancipation future, au moyen des structures propres à leur classe, c'est-à-dire sans avoir recours aux partis politiques, quels qu'ils soient, rappelant inlassablement que l'organisation syndicale était la préfiguration de l'organisation de la future société débarrassée du capital et de l'État. La mémoire ouvrière retiendra qu'il a laissé son empreinte dans l'évolution de son organisation syndicale, au prix parfois des critiques des éléments les plus extrémistes qui la composaient, comme également des plus modérés. Il participa à la réorganisation de la CNT en syndicats uniques par branche d'industrie, fut partisan d'un front unique des organisations syndicales espagnoles (CNT-UGT) et se prononça pour le retrait de la CNT de la III^e Internationale – alors sous domination bolchevique – à laquelle elle avait adhéré provisoirement.

Catalaniste ?

Taxé parfois de catalaniste, il dénonça sans relâche la bourgeoisie catalane qui ne s'oppo-



Mosaïque de la rue Cadena où fut assassiné ce « défenseur de la classe ouvrière ».

sait au centralisme de Madrid que pour renforcer ses intérêts de classe, sans tenir aucun compte des revendications du prolétariat catalan. Pour Seguí, il fallait une organisation de classe puissante pour faire face à la bourgeoisie catalane, espagnole et mondiale (discours au congrès de Barcelone, juin 1918). Il pensait également qu'une Catalogne libérée de l'État espagnol et aux mains des seuls travailleurs serait « une Catalogne amie de tous les autres peuples de la péninsule Ibérique » (discours prononcé à l'Athénée de Madrid en 1919). Orateur infatigable, il effectua, en 1920, une tournée de propagande à travers toute l'Espagne ; il prononça cent dix allocutions pendant cette année-là. Trois ans plus tard, le 10 mars 1923 (soit il y a tout juste quatre-vingt-onze ans), il tombait sous les balles des hommes de mains du patronat catalan. Peu de temps après, il fut « vengé » par Francisco Ascaso, dans le plus pur style « western », comme l'écrit Carlos Semprún-Maura dans *Révolution et contre-révolution en Catalogne*.

Le texte qui suit est la traduction d'une biographie sommaire de Salvador Seguí publiée en 2003 dans un ouvrage collectif : *La Barcelona rebelde* (« La Barcelone rebelle »). Cette biographie est due à la plume de Manel Aisa Pampols, qui a été adhérent au syndicat du bâtiment de la CNT de 1976 à 1981, membre de l'association du quartier du Raval, organisateur, en 1993, de l'Exposition anarchiste internationale de Barcelone. Il est l'actuel président de l'Athénée encyclopédique populaire de Barcelone, et exerce accessoirement la profession de libraire. Pour plus de détails, vous pouvez vous reporter au *Monde libertaire* hors série n° 43 (décembre 2011 à février 2012). Hasard du calendrier ou ironie de l'histoire, Manel Aisa est né en 1953 dans la rue Cadena, cette même rue où, juste trente ans auparavant, Salvador Seguí avait été assassiné.

Ramón Pino

Une figure incontournable de l'anarcho-syndicalisme espagnol

S'IL EST UNE PERSONNALITÉ de l'anarcho-syndicalisme qui a été en phase avec la sensibilité d'un peuple, et dont l'influence s'est prolongée au-delà de sa génération, c'est sans aucun doute Salvador Seguí i Rubinat, né à Lleida en 1887, mais qui, très tôt, s'établit avec sa famille dans le Barrio Chino¹ de Barcelone.

C'est dans cette ville que, encore enfant, il commença à vendre des caramels et autres sucreries dans les bars, cafés et théâtres de variétés, tandis que sa mère vendait des fleurs, principalement dans les théâtres de l'avenue du Paralelo.

Des années plus tard, dans ces arrière-salles des bars du Centre sur la Rambla ou de l'Español sur le Paralelo, le jeune Salvador allait vendre des sucreries, job qui lui valut alors le surnom de «Noi del sucre» (enfant du sucre en catalan)². Après les caramels, Seguí trouva du travail comme apprenti peintre dans un atelier de la rue Lancaster, mais, n'appréciant pas vraiment cet emploi, il changea souvent d'atelier et de maître-peintre.

Le militant

Toutefois, très jeune, il se passionna pour tout ce qui avait trait aux sociétés ouvrières, du tract au meeting, et il assista aux nombreuses réunions qui avaient lieu dans les bars cités plus haut, ou dans ceux, plus glauques, du District 5, y prenant la parole avec une grande clarté dans les idées.

C'est ainsi que, à 17 ans à peine, il donna sa première conférence publique dans le local de la société Lara, situé dans le quartier du Pueblo Seco³. Par ce premier meeting, il entendait protester contre le gouvernement argentin et sa loi de résidence, laquelle avait servi à expulser de ce pays plusieurs anarchistes espagnols, parmi lesquels Julio Camba, qui se trouvait être présent à cette conférence. Était également présent Lerroux⁴, qui quitta la salle, en désaccord avec les paroles dures de ce jeune de dix-sept ans.

Les réunions de groupe le passionnaient tellement qu'il créa le sien, le dénommant «Les Fils de pute». Parmi ses membres se trouvait son ami Joan Rull (personnage mystérieux qui évoluait entre secrets d'État et provocations à la bombe, et qui, quelques années plus tard, en 1908, serait fusillé dans les fossés de Montjuïc).

Salvador Seguí connaîtra sa première interpellation, pour quelques heures seulement, en 1902, pendant la grève de la métallurgie. Mais



c'est en 1907 qu'il subira une véritable détention, première d'une longue série; détention intervenue à la suite d'un meeting lerrouxiste au théâtre Condal, qui se termina par des bagarres au cours desquelles mourut un ouvrier. Arrêtés, Seguí et d'autres passeront plus de neuf mois en prison.

Avec ses frères de classe

Il participa ensuite au congrès constitutif de Solidarité ouvrière, ainsi qu'au premier congrès de la CNT en 1911. Seguí, comme beaucoup d'autres ouvriers anarcho-syndicalistes barcelonais autodidactes, a une grande formation culturelle et sociale issue du Barrio Chino, de l'Athénée encyclopédique populaire⁵, du café Español du Paralelo et de la prison Modelo⁶. L'engagement de Seguí auprès du peuple barcelonais fut donc constant, que ce soit au meeting de Las Arenas, dans la grève de la Canadiense, dans le travail ardu des commissions mixtes⁷, ou dans la déportation à la forteresse de Mahón⁸. Toujours en but à des attaques et manœuvres, il fut accusé d'être un indicateur et même jugé dans son propre syndicat où, au cours d'une allocution de plus de douze heures, il réfuta chacune des accusations, mettant ainsi un terme définitif à cette affaire. Il gênait tant les uns et les autres qu'il fut victime de plusieurs tentatives d'attentats. Finalement, le 10 mars 1923, à l'angle des rues Cadena et San Rafael, il ne put échapper à la macabre manœuvre du syndicat patronal catalan, qui avait mis à prix sa tête. Seguí tomba alors sous les balles de Inocencio Fedec et de ses acolytes du Syndicat libre⁹. Quelques mois plus tard (septembre 1923), Artemio

Precioso, qui dirigeait à Madrid la collection *La Novela de hoy* («Le Roman d'aujourd'hui»), publia *Escuela de rebeldía* («École de rébellion»), roman écrit par Seguí, dans lequel, curieusement, le héros était assassiné à l'angle des rues Riereta et San Rafael, c'est-à-dire deux rues plus loin que dans la réalité. C'était comme si Seguí connaissait parfaitement sa propre fin, ne se trompant que de quelques mètres.

Manel Aisa

1. Situé dans le quartier du Raval. Ce nom de Barrio Chino fut donné à ce quartier «chaud» de Barcelone par un journaliste (Paco de Madrid) en référence au Chinatown de San Francisco, lieu de tous les trafics. L'article eut beaucoup de succès et le nom perdura (même si, évidemment, il n'y avait aucun Chinois dans ce quartier).

2. D'autres interprétations sont avancées. Salvador Seguí avait travaillé brièvement dans une raffinerie de sucre, d'où ce surnom «d'enfant du sucre». Autre explication (la plus répandue) : Seguí avait pour habitude de croquer les morceaux de sucre qu'on lui servait avec le café.

3. Plus connu sous son orthographe catalane : Poble Sec. Ce quartier est situé entre ceux du Raval et de Montjuïc.

4. Alejandro Lerroux (1864-1949), politicien catalan prônant l'extrémisme de gauche, d'où sa popularité dans les milieux ouvriers au début du XX^e siècle, tout en demeurant farouchement au centre, notamment durant l'insurrection spontanée de juillet 1909 à Barcelone, pour virer à droite à partir de 1931.

5. Voir l'histoire de cet athénée dans *Le Monde libertaire* hors série n° 43 (décembre 2011-février 2012).

6. Prison centrale de Barcelone construite en 1904.

7. Structures paritaires où se négociaient les acquis et droits des travailleurs.

8. Mahón (Maó en catalan), ville où se trouvait la forteresse de la Mola, servant de prison, située aux Baléares (Minorque).

9. Sindicato libre ou lliure (en catalan), appelé aussi La Patronal. Syndicat patronal dont certains des membres étaient le bras armé du patronat, chargés d'assassiner les militants les plus en vue de la CNT. Ils étaient payés pour ces basses besognes et recevaient également l'aide des autorités catalanes.

Une parabole au scalpel

Leçons d'harmonie



Mato Topé

PREMIER LONG MÉTRAGE, *Leçons d'harmonie* a été réalisé par un jeune Kazakh de 29 ans, Emir Baigazin. Il n'avait pas encore l'âge de raison quand l'empire soviétique s'est effondré ; il a grandi, par conséquent, dans l'ère du libéralisme triomphant ou plus précisément dans celle de l'appropriation, sous couvert de libéralisme, de la richesse collective par des apparatchiks constitués en mafia. C'est sans doute pourquoi il considère que *Leçons d'harmonie* est « un film sur un système de violence qui est inhérent à la nature humaine ». Radicalisme de la jeunesse, ce pessimisme absolu s'affranchit de tout jugement moral : « Je ne réfléchis pas à la vie en termes de bien et de mal » ou « Quand on me demande la raison de ce titre pour ce film, je réponds toujours que l'harmonie est un terme qui dépasse les principes manichéens de noir et blanc, de bien et de mal » (interview dans le Livret de Presse). Point de vue malheureusement bien conventionnel aujourd'hui.

En dépit de sa jeunesse et de cet « idéalisme », Emir Baigazin fait preuve d'une maîtrise étonnante pour son premier opus récompensé fort logiquement dans un grand nombre de festivals. À la fois dans la forme, le film a obtenu le prix de la meilleure

image à la Berlinale 2013 et la photographie du chef op Aziz Zhambakiyev est parfaite : blancheur clinique des intérieurs du lycée, beauté élégiaque ou froideur glaçante des extérieurs. Et dans l'écriture, le scénario écrit par Emir Baigazin marie naturalisme et fantastique et utilise les ellipses abruptes pour atténuer la violence. Le journaliste de *Ouest-France*, Laurent Beauvallet, qui a vu *Leçons d'harmonie* au festival Premiers Plans juge le film « trop violent » et « les scènes de violence inouïe trop insupportables »¹ alors même que les moments les plus durs ne sont pas montrés et sont juste évoqués. Sa réaction exprime pourtant bien le malaise que ce film suscite chez les spectateurs alors qu'il refuse complaisance et voyeurisme.

À travers les souffrances du jeune Aslan (Timur Aidarbekov) qui n'ont rien de romantiques, Emir Baigazin donne à voir un microcosme de la société kazakh. Élevé par sa grand-mère, Aslan est le bouc émissaire de son lycée. Bolat, le petit caïd (Aslan Anarbayev, parfaite tête à claques), mesure son contrôle sur les élèves par le respect de l'interdit qu'il a édicté : Aslan, l'impur, doit être frappé d'ostracisme et il est interdit de

lui adresser la parole. Excellent élève en physique (sûrement une des raisons de la haine de Bolat), Aslan ne se rebelle pas, reste taiseux et prépare sa vengeance tout en essayant de se purifier par des bains incessants (il a intériorisé la «fatwa» de Bolat). L'arrivée d'un élève de la ville va bouleverser l'ordre des choses. Le nouveau ignore l'interdit, s'assoit à côté d'Aslan et refuse le racket. Victime à son tour de la violence, il rêve d'un retour à l'urbanité matérialisée par Happyton, un local de jeux vidéo pour lequel son père lui a acheté une carte de crédit : rêve dérisoire d'un univers de consommation où la violence ne serait que virtuelle !

Les adultes ne sont pas physiquement absents mais jouent plutôt le rôle de figurants. Les enfants ne peuvent trouver auprès d'eux ni protection, ni réconfort, ni modèle. La grand-mère d'Aslan est complètement démunie et dépassée. «Tu as oublié de dire le Bismillah» dit-elle à son petit-fils qui vient d'égorger, à sa demande, le mouton : acte inaugural (c'est la première séquence du film) mais sans la parole que la tradition impose de prononcer pour remercier le créateur, donner sens à la mort de l'animal et atténuer ainsi la violence perpétrée... Complètement désarmée pour aider son petit-fils en souffrance, elle aura recours au marabout pour qu'il confectionne une amulette censée le protéger. Bien que travaillant dans l'établissement, la mère du seul copain d'Aslan – autre victime du racket – ne peut confier son désarroi et son impuissance qu'à Aslan qui, lui, ne peut que l'écouter. Les profs ou la directrice ont certes des références qui sont également affichées sur les murs de l'établissement : les grands physiciens, Darwin, Gandhi... Mais ces références sont à l'annexe, apprises par cœur et complètement désincarnées : les profs sont des répétiteurs et non des pédagogues. Lorsque l'adepte du port du voile tente d'expliquer pourquoi elle ne veut pas être assise à côté de Bolat, elle n'est pas écoutée et elle est rudement rappelée à l'ordre : sa prise de parole n'est interprétée que comme une contestation de l'autorité de la directrice. Alors que les adultes parlent de physique, de littérature ou d'histoire, les enfants vivent la violence, le racket, l'humiliation : c'est un abîme qui sépare le discours académique de la réalité vécue.

Car, le seul ordre qui fonctionne dans ce microcosme est celui du système mafieux : nul n'échappe au racket parfaitement hiérarchisé et implacablement appliqué. Même Bolat obéit à des maîtres plus âgés qui se disputent son territoire : un couple de jumeaux et un «salafiste» qui prétend lever l'impôt révolutionnaire pour les «frères» emprisonnés («la juste cause» n'est que légitimation cynique du racket). Les différents sont réglés à la violence : les jumeaux cassent la gueule du salafiste qui, lorsque les

deux frères sont finalement arrêtés, reprend son petit commerce... Quant à Bolat, sitôt éliminé, ses lieutenants prennent sa place. Comme, ils n'obtiennent pas aussitôt l'allégeance des élèves, ils seront contraints de brutaliser leurs camarades pour faire respecter leur domination. La violence est le seul mode de fonctionnement de cet ordre tyrannique : absolue, elle culmine par un meurtre suivi d'une enquête conduite par des flics tortionnaires. Le recours à la torture fait partie de la routine et les flics ne sont pas des sadiques. Ils veulent juste obtenir des aveux en plus des preuves accablantes dont ils disposent car la garde à vue de leurs deux suspects ne peut excéder quarante-huit heures (foutu «État de droit» qui impose des règles !). Ereinté par sa besogne, l'un des tortionnaires en vient même à se

demander s'il a bien fait d'abandonner son boulot de prof d'histoire...

Cet établissement scolaire représente l'absolue négation de la communauté éducative qu'il devrait, en principe, incarner. Impossible de ne pas voir dans ces *Leçons d'harmonie* – une parfaite antiphrase – comme une métaphore terrible du Kazakhstan d'aujourd'hui ; le réalisateur revendique cette lecture : «Je voulais mettre en avant un système scolaire qui évoque et reflète le système qui prévaut dans notre société, à différents niveaux.» Plus largement, le film donne à voir une société sans repère, dépourvue de sens et par conséquent régie uniquement par la violence. Ce n'est plus Malaise dans la civilisation, c'est le constat de la mort de la culture dans une société devenue asociale.

M. T.



Du droit libertaire

THOM HOLTERMAN est hollandais; c'est sans doute pourquoi il a pensé spontanément à l'exemple que donnait Kropotkine à propos de la gestion des canaux de son pays, les routes de la Hollande. En effet, tout un chacun aurait pu penser que c'était à l'État d'organiser le trafic. Ce qui ne fut pas le cas. Ce sont des guildes, des syndicats de bateliers qui, entre eux, organisèrent la circulation sur les eaux jusqu'aux pays voisins.

C'était créer là un usage, une convention, une règle entre égaux, un droit. «De quel droit?» titrait la revue *Réfractaires* (n° 6, hiver 2000). Eh bien, un droit non étatique.

Et pour ceux des anarchistes qui ont une idée étriquée de la notion de droit et qui pensent que le droit ne peut être qu'étatique, il y a encore du chemin à faire... Mais, pour Holterman, il y a convergence entre anarchisme et droit.

Ce droit non étatique aurait pour fondement la «réciprocité», l'«interaction», la «coopération», l'«entraide» et le «voisinage».

Il en est ainsi du droit dit «coutumier» quand ce sont les gens eux-mêmes qui «fabriquent» leur coutume, leur droit.

Mais le droit se crée aussi par contrat entre égaux, et on parlera alors de «droit choisi».

Il est à noter que le droit étatique est relativement nouveau; dominateur, il tend à marginaliser le droit non étatique; cependant la pratique d'un droit non étatique perdure et se signale, encore maintenant, par la «médiation», par «l'arbitrage des différends» au moyen d'un tiers, esquissant ainsi le droit d'une société libertaire à venir.

L'exemple des canaux hollandais pourrait être généralisé à toute la société. Cependant, l'emprise de l'État écarte cet imaginaire; il faut dire que nous sortons lentement de pratiques de servitude qui ne se sont ouvertes que sur le cul-de-sac des élections organisées périodiquement qui ne servent au peuple qu'à «désigner ses geôliers». En effet, le système parlementaire conforte la domination, l'oppression et l'exploitation.

On rajoutera que le droit étatique aspire à l'autonomie et s'oriente vers la construction d'un «État fort» qui, dans son accointance avec le capitalisme, ouvre la voie à un régime fasciste. Et la présence d'une crise économique favorise cette corrélation.

Ceux qui combattent l'anarchisme en disant que celui-ci préconise une société sans droit ont tort. Et on s'accordera avec eux pour dire qu'une société sans droit est impossible, mais on insistera pour affirmer que les anarchistes s'opposent tout simplement au seul droit étatique.

Un droit anarchiste ou libertaire sera fondé sur l'association libre de ses participants, lors d'un contrat collectif, tous les associés concourant au bien-être commun. Celui qui refuserait sa participation tout en voulant bénéficier du travail de tous – attitude évidente de resquille – se verrait en butte à l'ensemble car il y a en quelque sorte une obligation «implicite» à donner sa participation.

Que faire dans un tel «modèle de réciprocité» quand l'un ou l'autre ne respecte pas ses obligations? Il n'y sera pas répondu par des sanctions physiques mais par la diminution des échanges en tout genre et puis, si nécessaire, par la rupture des relations réciproques.

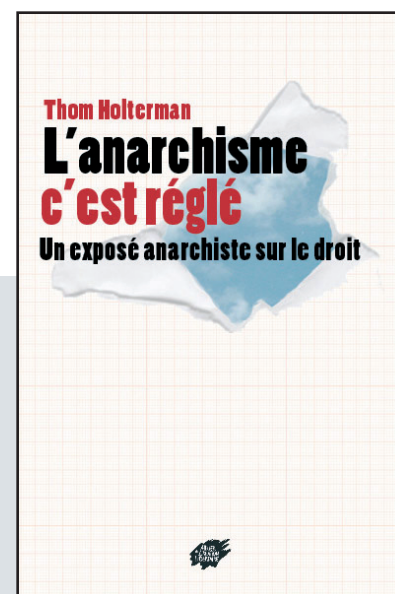
L'anarchie n'est donc pas une société sans règles mais une société sans autorité imposée. Oui, l'anarchisme, c'est réglé!

Thom Holterman écrit qu'«au cours d'un processus historique de longue durée l'État s'est substitué à la communauté»; c'est un usurpateur qui par la violence de ses lois tend à «casser» et à «infantiliser» les individus.

Ainsi, l'anarchisme peut être appréhendé comme une «source», comme un «potentiel critique» pour «dévoiler les structures imposées», préalable à une reconstruction de la société.

André Bernard

Cercle libertaire Jean-Barrué
de la Fédération anarchiste



Thom Holterman, *L'anarchisme, c'est réglé*. Un exposé anarchiste sur le droit, Atelier de création libertaire, 2013, 72 pages.

En solidarité avec les Roms

DEPUIS UNE DIZAINE D'ANNÉES, dans la région nantaise, un peu plus d'un millier de personnes, hommes, femmes et enfants roumains habitent des appartements, vivent dans des mobiles homes sur des terrains autorisés, ou plus souvent dans des bidonvilles d'où ils sont régulièrement expulsés.

Ils travaillent ou cherchent du travail, font la manche, suivent moins souvent des études supérieures ou sont même footballeurs professionnels au FC Nantes.

Les enfants vont à l'école et sont devenus des écoliers parlant le français.

Au cours des années, une partie de la population de la métropole nantaise les a côtoyés, certains leur ont rendu visite dans leur maison ou leur appartement, ou dans la caravane installée sur un terrain squatté.

Ces familles, ces enfants sont des figures connues.

Face aux difficultés matérielles et à l'hostilité administrative, des mains se sont tendues. Des collectifs de solidarité citoyenne se sont créés : plus d'une dizaine dans la région nantaise.

Des amitiés, aussi, se sont construites.

Chacun a pu bénéficier de leur humour, de leur inépuisable énergie face aux difficultés journalières.

Pendant cette décennie, qui a vu la constitution du collectif Romeurope de l'agglomération nantaise, les élus municipaux ou communautaires n'ont pas réussi, pour beaucoup, ou pas voulu, pour certains, résoudre une des difficultés principales de ces habitants pauvres : l'accès au logement.

Depuis des années, donc, des groupes de familles sont régulièrement expulsés et errent d'un terrain à l'autre.

Les expulsions redoublent les diverses discriminations dont sont victimes ces familles et ont des conséquences douloureuses sur la scolarisation des enfants, la vie quotidienne et la santé.

Pourtant la circulaire interministérielle du 26 août 2012 indique : « Dès que vous aurez connaissance de l'installation d'un campement, vous procéderez à une première évaluation de la situation au regard de la sécurité des personnes et mettez en place avec le concours des partenaires un suivi des personnes présentes sur le campement. À cette fin, vous mobiliserez les services de l'État et de ses opérateurs. »

En réalité, très peu a été fait. Une solution a été proposée à quelques familles. Mais la grande majorité des personnes concernées dans l'agglomération vivent aujourd'hui dans une grande précarité de logement. Toute absence de solution ne fait qu'accroître les réactions racistes : ceux qu'on appelle indistinctement les Roms servent aujourd'hui de bouc émissaire à toutes sortes de gens. Cette



précarité peut entraîner parfois une délinquance de subsistance. S'il arrive que des actes de délinquance soient commis par des personnes issues de ces terrains précaires, il n'existe aucune délinquance rom, ni aucun gène ou culture de la délinquance chez les Roms.

Il faut rompre avec la politique actuelle qui fait que les maires des communes concernées essaient de renvoyer à leur voisin cette question humaine et sociale.

Pourtant, des solutions existent. Quelques communes ont organisé des villages d'accueil et de solidarité. Il faut renforcer cet effort avec un moratoire à toutes les expulsions et l'établissement d'une conférence permanente de la métropole sur la question du logement des plus précaires, incluant les pouvoirs publics, les communes, les associations, et, en premier lieu, des représentants des familles aujourd'hui à la rue. Ainsi, les bidonvilles laisseront place aux logements sociaux et là où

elles l'auront décidé, ces familles feront partie de la population locale. C'est la misère croissante, la pauvreté de masse qu'il faut éradiquer. Ce sont les droits sociaux de tous les habitants, quelle que soit leur culture ou leur milieu social qu'il faut respecter. Ne faisons pas des pauvres les responsables de la pauvreté.

Le collectif Romeurope invite à un après-midi festif le 22 mars, manufacture des tabacs de 16 heures à 23 heures. Paroles d'habitants des bidonvilles, animations enfants, musique, repas. Toutes et tous, gadjés et Roms, faisons la preuve qu'une société fraternelle est possible et souhaitable. Contact : Henri Le Dem – 02 40 95 02 46 – mail : henri.le-dem@wana-doo.fr.

Collectif Romeurope

Locaux associatifs,

4, place de la Manu, 44 000 Nantes

romeurope.nantes@gmail.com



Jeudi 6 mars

18:00 > 19:30 Si vis pacem. Chanter Boris Vian et contrer des générés (tribunal pacifiste de Limoges le 5 avril 2014 pour juger les crimes des généraux de 14-18).

20:30 > 22:30 Jazzlib'. Ce jeudi, nous retournons au violon pour écouter le concert mythique du trio Ponty Humair Louiss. Histoire de boucler le deuxième volet à la fois orgue Hammond et violon.

Vendredi 7 mars

14:30 > 16:00 Les Oreilles libres. Nous recevons deux jeunes musiciens, le batteur Julien Loutelier et le saxophoniste Benjamin Dousteysier. On retrouve Julien Loutelier sur la scène du jazz actuel européen

21:00 > 22:30 Les Amis d'Orwell. Invités : Patrick Marcolini, qui a codirigé le livre *Radicalité : 20 penseurs vraiment critiques*, éditions L'Échappée, et Jean-Luc Porquet, journaliste à l'hebdomadaire *Le Canard enchaîné* et auteur de l'article « Jacques Ellul » dans cet ouvrage.

Samedi 8 mars

11:30 > 13:30 Chronique syndicale.

13:30 > 15:30 Chroniques rebelles.

Lundi 10 mars

11:00 > 13:00 Lundi matin.

16:00 > 18:00 Trous noirs. Pierre Péguin, militant antinucléaire dans le Sud-Est, nous parle de la « quatrième génération » de réacteurs, tel Astrid, surgénérateur... de désastres futurs.

Mardi 11 mars

11:00 > 12:30 Artracaille. Artracaille fera son p'tit business à propos de Gustave Doré.

19:30 > 20:30 Parole d'associations. Le week-end du 22-23 mars, Radio libertaire propose un événement de soutien en direct des studios Campus.

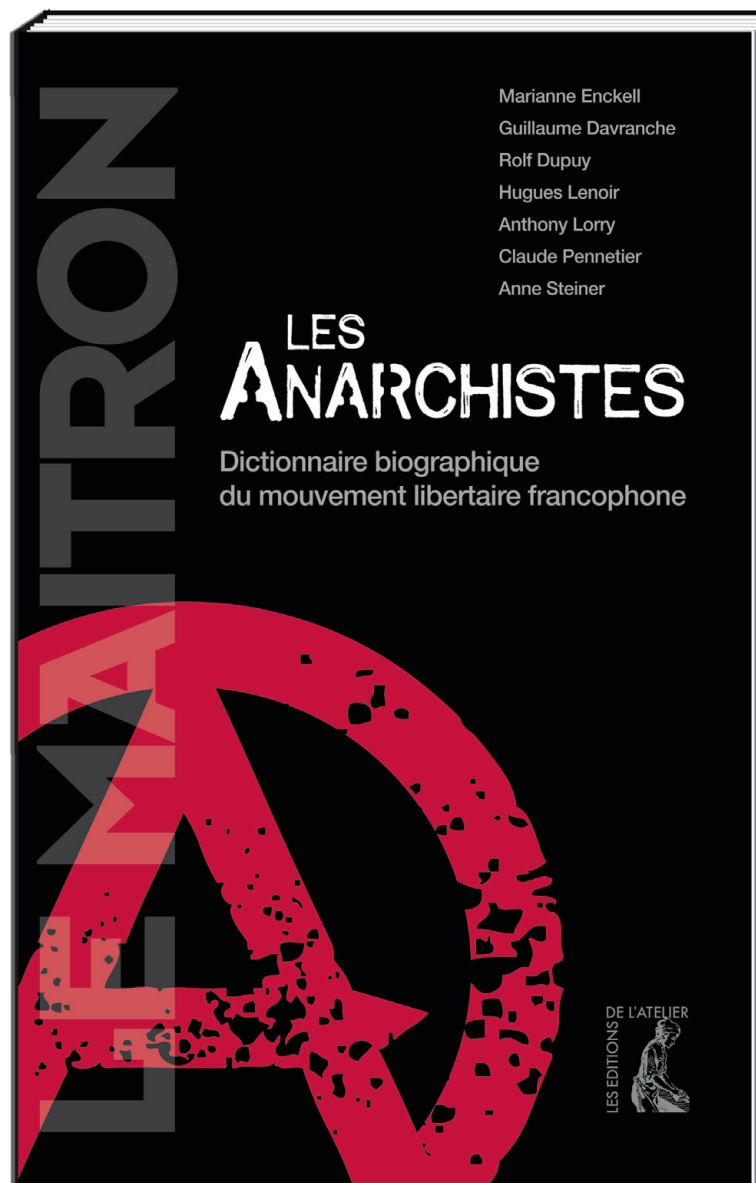
Mercredi 12 mars

10:30 > 12:00 Blues en liberté.

18:30 > 20:30 Femmes libres. Des militantes de la commission Femmes de la FSU présentent les travaux qu'elles animent, ainsi que les Journées intersyndicales femmes qui auront lieu les 20 et 21 mars.



SOUSCRIVEZ DÈS MAINTENANT !



À paraître le 1er mai 2014

Momo a perdu une lettre

PAUVRE MAURICE! Dans le numéro 1732 du *Monde libertaire*, nous avons oublié un «t» à son nom de famille. Il fallait bien sûr lire : Maurice Laisant. Que, depuis l'Au-delà, il nous pardonne! De toute façon, l'anarchie reconnaîtra les siens.

AGENDA

Vendredi 7 mars

Paris XI^e

19h30. Dernières nouvelles de Grèce. Rencontre, projection et débat avec Yannis Youlountas sur la situation en Grèce. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Samedi 8 mars

Paris XI^e

16h30. Rencontre et débat avec le philosophe Jacques Rancière. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Lundi 10 mars

Paris V^e

20 heures. Israël-Palestine: du refus d'être complice à l'engagement. Conférence-débat avec Pierre Stambul. 37, rue Tournefort.

Mardi 11 mars

Montpellier (34)

20h30. Réflexion sur la problématique du conflit par Jean-Jacques Gandini. 6, rue Henri-René.

Samedi 15 mars

Paris XI^e

16h30. Rencontre-débat avec Franck Mintz autour de son livre *Histoire de la mouvance anarchiste 1789-2012* (éditions Noir et Rouge). Ce livre aborde, sur le plan chronologique et géographique, la formation et l'apparition des idées anarchistes, en exposant brièvement les approches de Proudhon, Bakounine, Malatesta, Kropotkine, etc. Il évoque également, en parallèle, la création de groupes et d'organisations anar-

chistes, comme la Fora argentine, la CNT espagnole, les mouvements libertaires en Bulgarie, en Chine, en Corée, au Japon, en Russie, etc. Enfin, il s'intéresse aux actions de masses spontanées, voire organisées, dont les pratiques sont libertaires, bien qu'elles ne s'en revendiquent pas ouvertement. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Rouen (76)

17 heures. Concert tôt en lutte majeure. Christian Leclercq, accompagné au synthé par Jean Delcroix, reprend Ferré, Tachan, Béranger, Leprest, Vian, Montéhus. Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire. Entrée libre.

Saint-Jean-en-Royans (29)

Le collectif La Rue rûle de la Fédération anarchiste organise un débat animé par Philippe Pelletier: «La géographie, un outil d'émancipation.» Salle d'Activ'Royans. Entrée libre.

Jeudi 20 mars

Merlieux (02)

18h30. La Bibliothèque sociale reçoit André Loez pour l'ouvrage *La Grande Guerre: carnet du centenaire* (Albin Michel, 2013). Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos: <http://kropotkine.cybertaria.org>. 8, rue de Fouquerolles.

Samedi 22 mars

Rouen (76)

15 heures. Vidéo-débat «Gérons la ville nous-mêmes» autour du documentaire *Marinaleda, un village en utopie*. Librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire. Entrée libre

Tous les samedis...

Paris XVIII^e

La bibliothèque libertaire La Rue est ouverte tous les samedis de 15 heures à 18 heures, au 10, rue Robert-Planquette. Un samedi par mois une rencontre avec un écrivain, un artiste ou un militant anarchiste est organisée. Pour en savoir plus, consultez le site de la bibliothèque <http://bibliotheque-larue.over-blog.com>

Jeudi 17 avril

Merlieux (02)

18h30. La Bibliothèque sociale accueillera un auteur local Claude Moufflard qui nous fera partager l'univers de ses deux livres *Laure Crandelain* et *Exodes* (À Contresens) où le récit interroge notamment la condition féminine, au fin fond de la Thiérache jadis ou lors de l'exode des années quarante. 8, rue de Fouquerolles. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite.

Jeudi 22 mai

Merlieux (02)

18h30. La Bibliothèque sociale recevra Claude Pennefier et Hugues Lenoir pour fêter la parution du volume du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*, appelé communément *Le Maitron*, consacré aux anarchistes francophones. Une occasion de retrouver les militants célèbres, mais aussi toutes celles et ceux qui, dans l'ombre, ont contribué ou contribuent à la diffusion de cette doctrine tant controversée, mais surtout si mal connue. 8, rue de Fouquerolles. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite.



manifestation le 8 mars à 14h à Belleville

*Journée Internationale de luttres
pour les droits des femmes*



A l'appel du Collectif 8 Mars Pour Toutes, du Collectif Féministes pour l'Egalité, de Femmes en Luttres du 93, du Groupe d'Autodéfense Féministe *Les Méduses*, du groupe Djendeur Terroristas, des Tumultueuses, d'Act Up Paris, du blog Crêpe Georgette, du Syndicat du TRAvail Sexuel (STRASS), de la FA...